



Assemblée générale

LIBRARY

PROVISOIRE

A/42/PV.8  
28 septembre 1987

FRANCAIS

Quarante-deuxième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 8e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mercredi 23 septembre 1987, à 10 heures

Président : M. FLORIN (République démocratique allemande)

Allocution de S. E. M. Oscar Arias Sanchez, Président de la République du Costa Rica

Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Raimond (France)  
M. Wu Xueqian (Chine)  
Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 30.

ALLOCUTION DE S. E. M. OSCAR ARIAS SANCHEZ, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU COSTA RICA

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : L'Assemblée générale va d'abord entendre l'allocution du Président de la République du Costa Rica, S. E. M. Oscar Arias Sanchez.

M. Oscar Arias Sanchez, Président de la République du Costa Rica, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue au Président de la République du Costa Rica, M. Oscar Arias Sanchez, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée.

Le PRESIDENT ARIAS SANCHEZ (Costa Rica) (interprétation de l'espagnol) : Je viens d'un pays que vous connaissez bien. Vous connaissez nos valeurs et vous savez quels efforts nous déployons pour le développement et quelle lutte nous menons pour la paix. Je viens solliciter votre aide; je viens vous dire que nous avons besoin de l'appui de tous les pays de bonne volonté pour que la concorde prévale en Amérique centrale.

Je suis venu vous demander de donner vigueur aux principes d'hier toujours valables aujourd'hui pour que prévalent la paix, la liberté et la démocratie en Amérique centrale. Je suis venu faire appel à la puissance politique et diplomatique de toutes les nations du monde pour que nous puissions tous ensemble entamer une nouvelle démarche qui garantisse la paix dans la région.

Il y a un an, je suis venu ici pour dire que le destin de l'Amérique centrale tenait à un choix entre la guerre et la paix. Je puis maintenant vous dire que les cinq Etats d'Amérique centrale aspirent à un destin de paix. Pour mettre fin à la guerre, nous devons instaurer la démocratie politique chez tous les peuples de notre Amérique; nous devons veiller à ce que tous nos peuples jouissent de la liberté et à ce que les droits de l'homme soient rigoureusement respectés dans nos nations.

Dans le plan de paix que nous avons signé au Guatemala, nous demandons le dialogue et l'amnistie. Nous demandons qu'un cessez-le-feu intervienne le plus rapidement possible. Nous voulons que s'amorce immédiatement le processus de démocratisation. Nous demandons des élections libres reflétant la véritable volonté de la majorité. Nous demandons aux puissances qui interviennent dans la région de suspendre toute assistance militaire. Nous demandons qu'on nous garantisse que des territoires ne seront pas utilisés pour lancer des agressions contre d'autres Etats. Nous recherchons une réduction des armements. Nous

Le Président Arias Sanchez

demandons la supervision nationale et internationale du Groupe de Contadora, du Groupe d'appui et des secrétaires généraux des Nations Unies et de l'Organisation des Etats américains. Nous proposons des formules qui permettent d'évaluer les progrès réalisés sur la voie de la paix et nous affirmons que, en toute démocratie et en toute liberté, nous devons reprendre nos efforts de développement afin de pouvoir jouir d'une paix durable. Ces éléments représentent les années d'efforts déployés par le Groupe de Contadora et expriment la force d'un siècle de démocratie et de liberté dans mon pays, le Costa Rica.

Certains éprouvent quelque appréhension à l'égard de l'accord de paix intervenu en Amérique centrale. Ils disent que ce que nous voulons faire en Amérique centrale n'a jamais été réalisé auparavant. Ils disent que le dialogue est irréalisable lorsque la haine est aussi profonde. Ils disent que la réconciliation est impossible lorsque les divergences sont aussi marquées depuis tant d'années. Ils disent qu'il n'est pas possible d'oeuvrer ensemble lorsque des idéologies aussi extrêmes séparent nos peuples. Ils disent qu'on ne peut croire en la parole de celui qui a déjà menti. S'il nous fallait renoncer à l'impossible, l'Amérique n'aurait jamais été découverte, l'homme n'aurait jamais marché sur la Lune; nous devrions alors nous résigner à jamais à accepter l'impossibilité de guérir certaines maladies; à accepter à jamais que les guerres soient éternelles; et à accepter un destin de cruauté permanente pour l'Amérique centrale.

J'affirme, moi, le contraire. Nous sommes obligés d'essayer d'entreprendre quelque chose de différent. Nous ne pouvons renoncer à faire preuve d'imagination et à manifester notre courage pour promouvoir les réformes qu'exige la société. Nous ne pouvons suivre aveuglément le chemin de l'histoire, opprimés par la misère et tourmentés par la guerre. Nous ne pouvons nous engager sur cette nouvelle voie à tâtons, en titubant et en espérant que d'autres viendront nous guider. Nous parlons de paix, nous parlons de démocratie, nous parlons de liberté parce que nous savons où nous allons, parce que nous savons quel est l'avenir que nous voulons construire. Nous sommes las de verser des larmes. Nous aspirons à partager nos idéaux afin d'oeuvrer ensemble pour le développement. Nous voulons prendre nous-mêmes en main notre destin régional.

Dans l'accord signé au Guatemala, nous nous sommes engagés à oeuvrer de bonne foi pour la paix. Nous avons décidé, pour dialoguer, de modalités dont aucune des nations parties ne devra s'éloigner et des objectifs auxquels nous tenons à aboutir. Nous nous sommes donné des délais pour y arriver. Nous reconnaissons tous que nous devons progresser le plus rapidement possible. Dans la mesure où

Le Président Arias Sanchez

nous y parviendrons, nous renforcerons notre crédibilité et nous instaurerons la confiance entre nous et avec le reste du monde. Plus vite les armes se tairont, plus rapidement nous cesserons de nourrir la haine. Plus vite nous rétablirons les libertés, plus vite nos peuples pourront jouir de la démocratie et plus les droits de l'homme seront respectés.

Parlons clairement. Personne n'a le droit de juger du succès ou de l'échec de l'oeuvre de paix entreprise en Amérique centrale en prétendant que les délais n'ont pas été respectés. Certains des objectifs visés par l'Accord nécessiteront peut-être moins de temps qu'il n'a été prévu et d'autres demanderont peut-être un peu plus de temps. Tant que nous enregistrons des progrès sur la voie menant à la réconciliation nationale, au respect des libertés et à la cessation des guerres internes; tant que ces progrès formeront partie d'une nouvelle réalité politique, notre plan continuera d'exister, notre plan restera en vigueur et il sera enfin possible d'espérer.

Nous connaissons l'ampleur des obstacles que nous nous proposons de vaincre. Nous savons que nous avons des ennemis chez nous et à l'extérieur qui s'opposent à la voie choisie par l'Amérique centrale. Toutefois, il ne nous faudra pas attendre longtemps pour que la raison prévale en Amérique centrale, pour que la guerre cède le pas à la paix.

Ce plan sera vide de tout sens, de toute sincérité si certains des acteurs régionaux ou extra-régionaux agissent de toute évidence pour trahir l'accord intervenu au Guatemala. Le plan sera vide de tout sens si quiconque manifeste visiblement l'intention de ne pas déposer les armes, de ne rien faire pour instaurer la démocratie ou de ne pas rechercher la réconciliation nationale. Nul n'a le droit de juger en se fondant exclusivement sur l'attitude passée. Aucune des parties, aucune des grandes puissances n'a l'autorité morale suffisante pour lancer la première pierre. Une nouvelle réalité politique surgit en Amérique centrale. Nous demandons que l'on respecte notre autodétermination régionale. Nous demandons qu'on fasse preuve de compréhension; nous demandons assistance pour surmonter les obstacles et nous rapprocher de la paix.

Le Président Arias Sanchez

Les problèmes que rencontre l'Amérique centrale plongent leurs racines dans les longues périodes de dictature et dans les graves injustices sociales. Des décennies de famine et de souffrances cruelles ont marqué la vie misérable que continuent à mener des millions d'hommes et de femmes dans cette région. Nous sommes convaincus qu'avec le retour de la démocratie dans les républiques d'Amérique centrale, il sera possible de promouvoir un développement partagé et approprié pour faire face, sérieusement et immédiatement, aux besoins fondamentaux des populations.

Nous sommes conscients du fait que nous incombe en premier la responsabilité de restructurer nos économies nationales. Une grande partie de nos efforts va consister à instaurer la paix, car il ne peut y avoir de développement sans paix. Nous avons commencé à oeuvrer dans cette voie. A cet égard, nous sommes prêts à consentir les efforts nécessaires. En effet, seul un développement soutenu nous permettra d'occuper une meilleure place au niveau international. Nous avons également besoin d'accéder à de nouveaux marchés et d'obtenir des conditions plus favorables en ce qui concerne le remboursement de nos dettes. Il est indispensable pour nous de parvenir à une plus grande stabilité des prix de nos produits d'exportation.

L'Amérique centrale n'a pas obtenu toutes les concessions économiques dont elle avait besoin. L'économie mondiale, en effet, répugne à faire des exceptions. Elle craint, en effet, que si des exceptions sont consenties à quelques-uns, il faudra ensuite les étendre à d'autres pays. Un tel argument n'est qu'un prétexte pour refuser d'accorder des exceptions face aux souffrances des populations, face à l'angoisse de ceux qui luttent pour consolider les systèmes démocratiques, alors que c'est la paix même qui est en jeu et que des conditions économiques plus favorables contribueraient à mettre fin aux guerres.

Il est inconcevable que les froids calculs des financiers puissent régir les relations internationales. Nous n'avons pas suffisamment progressé sur la voie d'une renégociation de la dette extérieure dont nous ne pourrions nous acquitter selon les termes acceptés au départ. Par ailleurs, peu de nouveaux marchés ont été ouverts et une stabilisation de prix de nos principaux produits n'a pu être obtenue. Nous sommes obligés d'insister encore sur la nécessité impérieuse d'une économie internationale capable de réagir devant la pauvreté de quelques nations. Nous avons besoin d'une économie internationale solidaire qui réagisse à l'angoisse de la guerre, qui s'allie aux espérances de paix. Nous avons également besoin que les jeunes démocraties qui voient le jour soient renforcées. Nous estimons que

Le Président Arias Sanche

l'économie ne doit pas être isolée des causes politiques défendues par des hommes qui luttent pour faire face à la misère, pour garantir une paix stable entre les nations.

Dans un environnement mondial complexe, parfois hostile, l'Amérique centrale est à l'aube d'une ère nouvelle dans le domaine politique. Le dialogue reprend entre les présidents des cinq nations. Les ministres et les experts se rencontrent. De même les hommes qui ont pris les armes et les gouvernements parlent de dialogue et dialoguent. Des commissions de réconciliation se créent. Nombreux sont ceux qui commencent à penser qu'il faut pardonner et être pardonné, qu'il faut recommencer à oeuvrer ensemble. Il y a une certaine incertitude parmi les hommes et les femmes de nos pays quant à la politique de la paix. De puissantes raisons poussent beaucoup de gens à douter. Notre tâche consiste à présent à rendre le dialogue fructueux, à veiller à ce que tous nos efforts conduisent à un peu plus de liberté, à un peu plus de démocratie et à un peu moins de violence.

Je tiens à faire part à l'Assemblée de la détermination avec laquelle le Costa Rica a décidé d'oeuvrer pour la paix.

Aujourd'hui, nous respirons un air nouveau en Amérique centrale. La foi que nous avons perdue est en train de renaître. Il faut l'aider à s'épanouir. Il nous faut croire à nouveau dans la liberté, dans le dialogue, dans la libre expression de la volonté des peuples. Mesdames, messieurs, je suis venu vous demander de mener cette entreprise avec nous. Je suis venu vous demander votre aide.

La délégation du Costa Rica présentera à l'Organisation des Nations Unies le plan de paix signé à Guatemala. Nous vous demanderons de bien vouloir l'approuver en tant que résolution des Nations Unies. Nous vous demanderons de l'appuyer avec toute la force politique à laquelle toutes les nations du monde ont recours pour promouvoir ici les causes justes. Je suis convaincu que vous nous fournirez cet appui. Je suis également persuadé que, ensemble, nous parviendrons à faire comprendre que le pouvoir de la diplomatie et la valeur des accords politiques conclus de bonne foi seront toujours plus efficaces que les armes, seront toujours plus forts que la guerre. Je suis certain que nous allons cheminer de concert sur la voie de la paix pour éloigner à jamais la guerre dans notre région.

Le grand historien et homme politique français François Guizot, disait : "Les pessimistes ne sont que des spectateurs ; ce sont les optimistes qui transforment

Le Président Arias Sanchez

le monde." Je vous invite à participer avec optimisme à la lutte que nous menons pour fonder en Amérique centrale un territoire de liberté, de justice et de paix.

Quant à nous, nous redoublerons d'efforts en faveur de toutes les causes nobles que l'Organisation s'est attachée à défendre. Avec une vigueur renouvelée, nous condamnons toute discrimination raciale. Nous condamnons la pratique du terrorisme, d'où qu'elle vienne et de quelque façon qu'elle se manifeste. Nous condamnons également avec indignation le trafic des stupéfiants. Face à ces terribles menaces, il importe de renforcer la coopération internationale et d'infliger des châtements plus sévères aux délinquants.

Nous souhaitons que le dialogue reprenne aux fins de régler le problème de la souveraineté des îles Malvinas. De même, nous souhaitons que, grâce au dialogue, la voie s'ouvre à la réconciliation des deux Corée. Nous souhaitons que le dialogue garantisse l'indépendance prompte et sans condition de la Namibie. Nous souhaitons que le dialogue soit l'instrument choisi pour la libération sans délai de l'Afghanistan et du Kampuchea. Nous nous félicitons du renforcement du dialogue entre les deux Allemagne. Nous soutenons, avec un espoir renouvelé, les efforts déployés par les Etats-Unis en faveur de la paix au Moyen-Orient.

Je tiens à réaffirmer ici que mon pays est favorable à la création de conditions économiques spéciales pour lutter contre la faim en Afrique, pour alléger les souffrances des réfugiés, pour faciliter le renforcement des démocraties qui voient le jour et pour promouvoir tous les efforts de paix qu'il convient de développer dans le monde.

Le Costa Rica met tous ses espoirs dans les négociations relatives au désarmement menées par les grandes puissances. Nous préconisons la réduction des armements dans toutes les régions du monde. En tant que peuple dépourvu d'armement, nous savons que la sécurité ne réside pas dans la force ni dans la menace, et moins encore dans le recours à la violence. On parviendra à la sécurité grâce à un développement partagé, grâce au respect du pluralisme, en veillant à ce que la coopération l'emporte sur l'égoïsme et en renonçant aux visées impérialistes.

Le Président Arias Sanchez :

La pitié ne soulagera pas la douleur des peuples qui ont choisi le chemin de la guerre. Celui qui incite à la guerre, celui qui la finance, finira, aveuglé, par envoyer ses propres fils mourir à cette guerre. La peur de la liberté fait que beaucoup cherchent refuge dans les armes. La peur du dialogue fait que certains protègent à l'abri des dogmatismes. Nous ne pouvons pas tourner le dos à l'histoire. Combien de fois avons-nous surmonté certaines haines pour nous laisser envahir par d'autres! Combien de fois avons-nous fait tomber un tyran uniquement pour voir sa place immédiatement occupée par un autre! Combien de fois la démocratie a-t-elle vécu dans la crainte face aux forces armées déloyales!

Choisissons dès maintenant un chemin différent. Affrontons les risques du développement. Affrontons les risques que comportent la paix, la liberté et la démocratie.

Mon peuple a respecté les principes les plus chers et les valeurs les plus élevées de l'humanité pour juguler la guerre. Mon peuple s'est inspiré de ces principes pour demander une économie internationale plus juste. Il s'est nourri de ces principes pour construire une économie nouvelle, en réduisant la pauvreté et en augmentant le nombre des propriétaires; pour dire que nous sommes fatigués des dictatures qui anéantissent l'homme dans de nombreuses régions du monde; pour répéter au monde que ce sont les injustices qui conduisent l'homme à la violence; pour dire que nous en avons assez de voir commettre encore et toujours les mêmes erreurs.

N'ayons pas peur simplement parce qu'en ce moment tout semble plus difficile. N'ayons pas peur simplement parce que les problèmes se multiplient. N'ayons pas peur simplement parce que la solution des difficultés échappe, à un moment donné, à notre contrôle et que la haine l'emporte temporairement sur l'amour. Nous devons nous-mêmes trouver le chemin qui nous conduira à une aube nouvelle d'entente et de paix. Notre poète Isaac Felipe Azofeifa nous a laissé un message d'espérance dans ses belles paroles :

"Il est vrai mon fils,  
Que toutes les étoiles ont disparu.  
Mais l'obscurité n'est jamais aussi dense  
Qu'avant l'aurore."

Le Président Arias Sanchez

Nous pouvons écrire une histoire différente. Je dirai, en toute humilité, que nous sommes obligés de l'écrire. Il n'est pas possible de s'inspirer du passé chaque fois que nous envisageons l'avenir. Le moment est venu de forger un destin meilleur pour nos peuples. Je suis certain qu'avec votre aide à tous, et qu'avec les efforts communs des hommes et des nations de bonne volonté, nous y parviendrons. Elle est notre détermination. Agissons maintenant; agissons ensemble.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Costa Rica de l'important discours qu'il vient de prononcer.

M. Arias Sanchez, Président du Costa Rica, est escorté hors de la salle.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

## DEBAT GENERAL

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : Je rappelle aux représentants que, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière, la liste des orateurs sera close aujourd'hui à 18 heures.

M. RAIMOND (France) : C'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole devant votre assemblée.

Monsieur le Président, je suis heureux de vous adresser les félicitations de la France pour votre élection, qui témoigne de la confiance que vous portent toutes nos délégations. Nous sommes persuadés que, sous votre présidence, les travaux de l'Assemblée seront conduits avec autorité et efficacité. Je vous souhaite un plein succès et vous assure de notre entière coopération.

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis la dernière Assemblée générale, trois caractéristiques principales ont marqué la situation internationale :

D'abord une stagnation inquiétante dans l'état des conflits régionaux : non seulement aucun de ces conflits n'a trouvé sa solution - soit que la situation continue d'être bloquée, comme en Afrique australe et au Cambodge, soit que les mouvements annoncés, comme en Afghanistan, ou esquissés, comme au Proche-Orient avec le projet de conférence, ne se soient pas traduits dans les faits - mais encore, dans certains cas, la situation s'est aggravée. Ainsi en est-il du conflit entre l'Iraq et l'Iran, qui, au-delà des graves affrontements auxquels il donne lieu périodiquement, menace de s'étendre à l'ensemble d'une région stratégique dont l'équilibre est important pour le monde entier.

Ensuite - deuxième caractéristique -, la persistance des grands problèmes économiques et financiers. A cet égard, la dernière période n'est pas, non plus, de nature à susciter une grande satisfaction : le problème de l'endettement, en dépit des aménagements qui ont pu être trouvés, continue de compromettre la situation de très nombreux Etats du tiers monde; l'instabilité des cours de nombreuses matières premières n'a pas cessé de désorganiser à la fois les échanges internationaux et - ce qui est plus grave encore - les efforts courageux de pays dont le sort dépend étroitement du prix de ces produits; le développement de ces Etats reste, dans ces conditions, hypothéqué, alors que pèse encore la pression démographique et que se développent les aspirations légitimes des populations concernées.

M. Raimond (France)

Troisième caractéristique - qui retient actuellement en priorité l'attention de l'opinion internationale - : un déblocage dans les rapports américano-soviétiques. A côté des inquiétudes ou des déceptions que je viens d'évoquer, 1987 restera, sans doute, l'année de la relance des rapports entre l'Est et l'Ouest. Chacun est naturellement conscient des perspectives ainsi ouvertes, qu'il s'agisse de l'accord - qui apparaît désormais proche - sur le démantèlement des missiles américains et soviétiques de portée intermédiaire, ou du développement des contacts entre les peuples du continent européen divisé, comme en témoigne, - Monsieur le Président, vous en êtes conscient plus que tout autre - la visite de M. Honecker en République fédérale d'Allemagne. C'est également dans cette perspective que s'inscrivent les travaux de la troisième réunion des suites de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dont nous souhaiterions qu'elle puisse, d'ici décembre prochain, achever ses travaux à Vienne sur des résultats équilibrés, y compris dans le domaine des droits de l'homme et des contacts individuels.

Four positive qu'elle soit, l'amélioration des rapports entre Washington et Moscou s'inscrit toutefois, pour l'instant, dans des limites précises : les négociations soviéto-américaines sur le désarmement n'ont pas encore porté sur la réduction des énormes arsenaux stratégiques de l'Union soviétique et des Etats-Unis. Elles concernent surtout l'Europe.

La situation du monde, telle qu'elle se présente aujourd'hui, pose ainsi trois questions majeures : jusqu'où peuvent aller les négociations américano-soviétiques dans la voie de l'amélioration du climat entre l'Est et l'Ouest? L'évolution des rapports Est-Ouest peut-elle avoir des effets sur la situation des crises régionales? En serons-nous davantage capables de nous attaquer au règlement des problèmes économiques et financiers auxquels le monde est confronté?

La France estime que la communauté internationale doit répondre à ce triple défi en encourageant les progrès mais aussi en rappelant les conditions d'une détente authentique entre l'Est et l'Ouest; en créant un contexte favorable à la recherche, par les pays intéressés, de solutions aux crises régionales; en faisant oeuvre d'imagination et de courage pour apporter de nouveaux éléments de solution aux problèmes de l'endettement et du développement.

M. Raimond (France)

Un monde plus stable et plus solidaire doit aussi être un monde plus sûr. La France mesure pleinement les enjeux comme la portée de la normalisation en cours des relations soviéto-américaines. Nous souhaitons que celle-ci n'ait pas pour résultat une moindre sécurité pour d'autres pays, en particulier en Europe.

La France a suivi avec la plus grande attention l'élaboration du traité sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires américaines et soviétiques.

Elle a salué comme il convenait les décisions par lesquelles l'URSS a levé les obstacles qu'elle avait elle-même placés sur le chemin d'un accord, qu'il s'agisse du lien établi entre les différents volets de la négociation bilatérale de Genève, de la prétention d'une prise en compte des forces nucléaires indépendantes britanniques et françaises, ou de la demande du maintien d'un certain nombre de SS-20 en face de l'Asie.

Nous devons cependant être lucides. Davantage de désarmement ne signifie pas automatiquement plus de sécurité.

Nous ne pouvons en particulier faire abstraction des menaces que font peser en Europe les déséquilibres considérables qui existent dans le domaine des armes conventionnelles et chimiques.

C'est pourquoi la France a, dès 1978, pris l'initiative de la Conférence sur le désarmement en Europe et se félicite du résultat acquis il y a un an à Stockholm. Avec ses partenaires de l'Alliance atlantique et dans le cadre du processus multilatéral de la CSCE, elle ne ménagera pas ses efforts pour que la deuxième étape de la Conférence qui, nous l'espérons, s'engagera en 1988, permette de progresser vers davantage de stabilité conventionnelle sur notre continent.

C'est pourquoi nous attachons également la plus grande importance aux négociations engagées à Genève sur l'interdiction complète de la production des armes chimiques dans le monde ainsi que sur l'élimination des stocks existants. Mais aussi longtemps que la destruction de ceux qui se seront avérés les plus importants n'aura pas progressé, il sera souhaitable de maintenir l'option d'un stock minimum de sécurité : l'Europe occidentale ne saurait être désarmée chimiquement 10 ans avant que l'URSS ait elle-même achevé la destruction vérifiée de ses stocks.

L'élimination envisagée des forces nucléaires intermédiaires ne doit pas non plus faire oublier que l'Europe restera soumise, sans limitation, à ce stade, à la menace d'un nombre bien plus considérable de systèmes intercontinentaux, qui

M. Raimond (France)

peuvent aussi atteindre des cibles situées en deçà de l'Atlantique. La France souhaite donc que les Etats-Unis et l'Union soviétique, sans négliger les aspects relatifs aux systèmes défensifs et au Traité ABM, en reviennent enfin à la véritable priorité du contrôle des armements, c'est-à-dire aux systèmes stratégiques des deux pays.

C'est dans cet esprit que la France s'est félicitée l'an dernier de l'objectif d'une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques soviétique et américain tel qu'il a été retenu à Reykjavik. Certes, une réduction de moitié de ces arsenaux ne ferait après tout que ramener Américains et Soviétiques au niveau qui était le leur à la fin de la précédente décennie, lorsque fut signé le traité SALT II. Il demeure que ceci irait incontestablement dans la bonne direction et consacrerait, comme une véritable priorité, non pas la quête illusoire de la dénucléarisation, mais la réduction progressive et vérifiée de la surabondance des arsenaux centraux. Il n'existe guère d'autre alternative sérieuse et il ne paraît guère raisonnable d'envisager, à terme prévisible, l'élimination complète de l'arme nucléaire.

La France ne s'interdira pas de participer, le cas échéant, à des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. Celles-ci n'auraient, toutefois, de justification qu'en tant qu'étape ultérieure d'un processus de réduction des armements nucléaires qui serait déjà très largement entamé par les deux grandes puissances. Le Président de la République française a énoncé ici même, en septembre 1983, les conditions de notre participation. Je les rappelle : la réduction des arsenaux soviétique et américain doit en arriver au point où la disparité qui existe entre ces derniers et ceux des autres puissances nucléaires change de nature; les systèmes défensifs qui peuvent déstabiliser les fondements actuels de la dissuasion ne doivent pas être renforcés; le déséquilibre des forces classiques doit disparaître, et l'élimination de la menace chimique doit devenir une réalité.

D'ici là, la France ne saurait accepter la prise en compte, directe ou indirecte, de ses forces dans des négociations auxquelles elle n'est pas partie.

Comme l'indiquait l'an dernier le Premier Ministre, M. Jacques Chirac, à cette même tribune :

"Aussi longtemps que la sécurité de la France passera par la dissuasion nucléaire, la première exigence qui s'impose à mon pays est de maintenir la crédibilité de ses forces stratégiques au niveau nécessaire.

M. Raimond (France)

C'est la raison pour laquelle la France se refuse naturellement à se prêter à toute forme d'obsolescence planifiée de ses forces tandis que se maintiendrait la surabondance nucléaire des autres puissances. Elle n'acceptera ni le gel numérique ou qualitatif de ses moyens, ni l'arrêt de ses essais nucléaires. Les premiers ne dépassent pas le niveau indispensable pour assurer notre sécurité et notre indépendance; les seconds se poursuivent dans des conditions de sécurité incontestables." (A/41/PV.8, p. 71)

Celles-ci ont été reconnues par des experts indépendants originaires des pays du Pacifique, dont nous comprenons et partageons les préoccupations en matière d'environnement.

M. Raimond (France)

Dans le domaine de l'information, la France est disposée à franchir un nouveau pas. Après avoir reçu, cette année, plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement de la région sur le site d'expérimentation de Mururoa, elle lance aujourd'hui une invitation aux dirigeants des pays andins riverains du Pacifique. D'autres Etats procèdent régulièrement à des essais en nombre plus considérable que la France et depuis plus longtemps. Aucun, nous semble-t-il, n'a donné jusqu'ici de telles garanties.

L'amélioration du climat Est-Ouest n'a pas eu d'effet, à ce jour, sur les principaux conflits régionaux. C'est là une constatation qui appelle, de la part de la communauté internationale, plus d'attention et plus d'efforts, notamment pour créer un contexte favorable à la recherche, par les parties directement en cause, de solutions appropriées. Encore faut-il distinguer les divers types de crises auxquelles le monde est confronté.

Dans certains cas, la situation continue d'être bloquée. C'est vrai en Afrique australe. Solidaire de l'Afrique tout entière, et d'abord des pays qui lui sont si proches par l'histoire, la langue et des liens humains exceptionnels, la France estime qu'une nouvelle impulsion peut, et doit, être donnée à l'apaisement des tensions, à la reprise du dialogue et au rétablissement de la paix en Afrique australe. Elle s'est déjà engagée dans ce sens, notamment à l'occasion de l'échange, sans précédent, de prisonniers qui est récemment intervenu à son initiative et à la suite des contacts multiples qu'elle a eus, pendant des mois, avec les divers Etats de la région. Elle souhaite que cet échange soit suivi sans tarder, comme cela a été envisagé, de nouveaux développements. La visite officielle à Paris, en ce moment même, du Président de l'Angola, celle la semaine prochaine, du Président du Mozambique, qui ont tous deux joué un rôle décisif dans l'opération d'échange, permettront de préciser les perspectives ainsi ouvertes.

Mais il ne saurait y avoir de retour à la paix dans la région, en l'absence de dialogue en Afrique du Sud même entre toutes les composantes de la société sud-africaine qui ont, ensemble, bâti ce pays. La libération des détenus politiques, la renonciation à la violence, l'abandon de toute exclusivité, sont les conditions de ce dialogue nécessaire. Son objet ne peut être que le démantèlement de l'apartheid. Le Gouvernement français condamne sans réserve le système de

M. Raimond (France)

l'apartheid qui n'est pas tolérable. Il a constamment soutenu, notamment au sein de la Communauté européenne, la mise en place de mesures restrictives, en vue d'inciter le Gouvernement sud-africain à engager ce dialogue.

D'une nature différente, le conflit du Sahara occidental, bien qu'aucun progrès visible n'ait pu être constaté, offre peut-être de meilleures perspectives de solution, du fait des médiations en cours. Les efforts conjugués du Secrétaire général des Nations Unies, du Président de l'OUA et de dirigeants arabes amis devraient enfin permettre un règlement, dans le cadre du droit à l'autodétermination des populations concernées. Nul pays plus que la France ne se réjouirait d'une solution permettant un rapprochement entre les pays d'Afrique du Nord avec lesquels elle entretient une relation véritablement privilégiée.

A l'autre extrémité du Sahara, le conflit entre le Tchad et la Libye, a connu ces derniers mois une évolution spectaculaire, mais son dénouement n'est pas acquis. Alliant la détermination, le courage et l'audace, l'armée tchadienne a réussi, sous l'autorité du Président Hissene Habré, à libérer presque totalement les provinces du nord de l'occupation étrangère. Reste le contentieux sur la bande d'Aozou. A l'évidence, ce différend dont l'OUA et son comité "ad hoc" sont saisis ne trouvera de solution durable, dans le contexte actuel, que lorsqu'il aura fait l'objet d'un règlement selon le droit. La France, qui a conduit le Tchad à l'indépendance et lui a donc légué ses frontières, considère que ce territoire appartient au Tchad. Elle est prête à communiquer, à nouveau, aux instances qui lui en feraient la demande, les documents en sa possession. Pour le reste, fidèle à ses engagements, la France maintiendra sur place, aussi longtemps qu'elle l'estimera nécessaire, le dispositif militaire purement défensif et dissuasif qui est actuellement déployé.

Au Cambodge, malgré les efforts des pays de l'ANASE, la situation demeure dans l'impasse. Rien pourtant ne peut justifier une occupation étrangère qui, en se prolongeant, s'apparente de plus en plus à une colonisation. Le Viet Nam doit comprendre la situation sans issue dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Il lui faut rechercher avec ses voisins et grâce au concours de tous, particulièrement du Prince Sihanouk - que la France se réjouit d'accueillir à nouveau - les voies d'une solution politique. Pour les Français, qui sont liés au peuple khmer par une amitié ancienne et toujours vivante, cette solution ne peut être que le rétablissement d'un Cambodge libre de toute occupation étrangère, libre de déterminer son destin.

M. Raimond (France)

Il est d'autres situations où les intentions affichées ne se sont malheureusement pas traduites dans les faits. La communauté internationale se doit donc de redoubler d'efforts et de fermeté.

En Afghanistan, certaines déclarations soviétiques pouvaient donner à penser que la nouvelle équipe dirigeante à Moscou avait peut-être compris que l'invasion puis l'occupation de ce pays indépendant, non aligné et qui n'était nullement hostile à l'URSS, était une erreur grave. Il est de fait que huit années d'une guerre conduite sans merci n'ont pas permis de fléchir la volonté de résistance d'un peuple courageux. Cette détermination sans faille, la condamnation massive de l'agresseur par la communauté internationale, et le soutien résolu apporté à la cause de l'Afghanistan, mais aussi au Pakistan, qui accueille généreusement sur son sol trois millions de réfugiés contraints à l'exil, doivent convaincre l'Union soviétique qu'elle ne peut compter sur le temps pour imposer une solution de force. Si les conditions d'un règlement ont déjà été largement définies, grâce aux efforts du Secrétaire général et de son envoyé spécial, M. Cordovez, il demeure que les conversations de Genève sur le calendrier du retrait des troupes soviétiques n'ont toujours pas abouti. Si les dirigeants soviétiques veulent sincèrement s'engager dans la voie d'un règlement négocié, ils doivent en tirer toutes les conséquences et, pour mettre sans tarder un terme à ce conflit d'un autre âge, accepter pleinement le droit du peuple afghan de déterminer librement son avenir. C'est ce qu'attendent d'eux la France et la quasi-totalité des pays ici représentés. Pour une part appréciable, l'évolution du climat international en dépendra.

Au Proche-Orient, après des années d'impasse, le conflit israélo-arabe avait vu, il y a quelque temps, renaître l'espoir d'un progrès vers un règlement global dans le cadre, rénové, d'une conférence internationale qui réunirait les parties au conflit et les membres permanents du Conseil de sécurité. La France a été, depuis l'origine, favorable à ce projet, auquel elle souhaite prendre une part active. Dans notre esprit, cette conférence devrait jouer un rôle de réflexion et de conseil, sans s'imposer ou se substituer aux parties. Elle devrait consacrer et enrichir le dialogue qui, grâce aux initiatives courageuses de certains dirigeants arabes et israéliens, a commencé de se nouer. Ce mouvement vers la paix paraît

M. Raimond (France)

malheureusement suspendu aujourd'hui : il faut qu'il retrouve son dynamisme, certes à l'initiative des parties directement concernées, mais aussi avec les encouragements de la communauté internationale tout entière, et notamment des Etats qui assument des responsabilités spéciales et ont, de ce fait, des devoirs particuliers. Après 40 ans d'affrontements, le temps est plus que venu d'assurer le droit d'Israël à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, et celui du peuple palestinien à choisir son destin par voie d'autodétermination, avec tout ce que cela implique.

Bien malgré lui placé au centre de ce conflit, le Liban, déchiré et meurtri, paie un tribut toujours plus lourd aux crises de la région, sur lesquelles il ne peut influencer. A la tragédie de la guerre, s'ajoutent désormais les effets d'une crise économique sans précédent. La France a décidé de rester présente au Liban, malgré les risques et les épreuves. Elle maintient sa contribution à la Force des Nations Unies qui incarne, en dépit de ses insuffisances, l'attachement de la communauté internationale à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays. Il faut aujourd'hui que le monde entier se mobilise et consente un effort exceptionnel au bénéfice de toutes les populations du Liban sans exception. La France, pour sa part, a accru, cette année encore, son aide. Elle en appelle à tous pour contribuer au fonds spécial qui a été mis en place par le récent sommet des Etats francophones. Mais le Liban ne retrouvera la paix que dans la réconciliation des Libanais et l'établissement de relations normales avec les pays de la région. C'est le langage que nous ne cessons de tenir à chacun des dirigeants du Liban, comme à chacun des Etats voisins.

Une crise, enfin, loin de s'apaiser, menace de s'étendre à toute une région. Depuis sept ans, le conflit entre l'Iraq et l'Iran poursuit ses dévastations. Par le nombre des victimes et l'atrocité des combats, il compte déjà parmi les plus meurtriers de ce siècle. Il y est fait recours à des formes de guerre particulièrement condamnables, telles que l'utilisation d'armes chimiques ou l'envoi au front d'enfants à peine adolescents. Aujourd'hui, les combats menacent directement d'autres pays et portent gravement atteinte aux principes de liberté et de sécurité de la navigation, consacrés par la communauté internationale.

M. Raimond (France)

La France, avec la majorité des Etats ici représentés, appelle à la fin d'un conflit qui ne peut être traité que dans sa globalité. Au-delà des épreuves cruelles des deux peuples, elle est particulièrement sensible aux préoccupations des Etats riverains du Golfe et entend manifester concrètement son attachement à la liberté de navigation. Certains de nos bâtiments sont présents dans la région, où ils assurent la protection de nos intérêts. Mais nous maintenons délibérément cette action dans des limites précises, refusant toute action multinationale qui pourrait donner à la situation l'allure d'un affrontement Est-Ouest.

Avec une ténacité à laquelle je veux rendre hommage, le Secrétaire général a appelé, voici neuf mois, le Conseil de sécurité à tenter de nouveaux efforts. Ces efforts - après une étroite concertation entre les cinq membres permanents du Conseil et après un débat constructif entre tous les membres - ont abouti, le 20 juillet, lors d'une séance que j'ai eu l'honneur de présider, à l'adoption, à l'unanimité, de la résolution 598. Cette résolution équilibrée doit être appliquée dans sa totalité et à partir de la décision de cessez-le-feu qu'elle impose.

Deux mois ont passé depuis. Le Secrétaire général s'est rendu à Téhéran et à Bagdad. Il apparaît que l'un des deux belligérants a confirmé son acceptation de la résolution dans sa totalité, tandis que l'autre cherche à imposer sa lecture du texte et ses propres conditions. L'autorité du Conseil de sécurité, qui s'est placée dans le cadre du Chapitre VII de la Charte, l'autorité de notre organisation tout entière, sont en jeu. Une grande fermeté s'impose car, comme le soulignait il y a un an, à cette tribune, le Premier Ministre, M. Jacques Chirac, la poursuite obstinée de cette guerre absurde, au-delà des épreuves qu'elle impose aux deux peuples, menace de bouleverser les équilibres d'une région d'importance stratégique pour le monde entier.

D'autres crises régionales que celles que je viens d'évoquer demeurent sans solution jusqu'à présent et continuent de retenir toute notre attention. A Chypre, une situation de fait, que la France ne reconnaît pas, persiste malgré les efforts du Secrétaire général qui est le mieux placé pour contribuer à l'émergence d'une solution. Dans la péninsule Coréenne, où une remarquable démocratisation est engagée au sud, nous espérons que reprendront rapidement les contacts directs entre Séoul et Pyong Yang et que le peuple coréen tout entier pourra enfin être représenté dans notre organisation.

M. Raimond (France)

Je voudrais enfin évoquer la situation en Amérique centrale dont le Président du Costa Rica vient de souligner les éléments porteurs d'espoir. Après plus de quatre ans d'efforts menés avec persévérance à l'initiative du Groupe de Contadora les présidents des cinq pays de l'isthme sont parvenus à un accord global. Certes personne ne s'imagine que le chemin qui demeure à parcourir ne soit encore semé d'embûches. Un pas important a toutefois été franchi avec le Sommet de Guatemala ce sont les pays centraméricains eux-mêmes qui ont manifesté leur volonté de casse l'engrenage de l'affrontement et de régler eux-mêmes leurs différends. Les espoirs suscités par cette rencontre doivent être soutenus. Les engagements pris doivent permettre, en associant toutes les parties intéressées, d'étendre la démocratie à toute la région et de poser les fondements d'une paix durable.

Monsieur le Président, il est manifeste que l'amélioration des rapports Est-Ouest n'implique pas, par elle-même, la solution des crises régionales. Celle-ci ne peut résulter que de l'effort des pays directement en cause et de l'action de la communauté internationale pour créer un contexte favorable au succès de ces efforts. Les Européens, naguère déchirés par des guerres fratricides et aujourd'hui résolument engagés dans la construction de leur communauté de destin, le savent bien. La France, pour sa part, est prête à contribuer elle-même à toute tentative régionale d'apaisement des conflits et à faire en sorte que l'Europe joue aussi son rôle.

Les graves problèmes économiques et financiers qui se posent à la communauté internationale révèlent à quel point les réflexes égoïstes et à court terme l'emportent encore trop souvent sur les prises de conscience des solidarités nécessaires et des intérêts partagés. A cet égard, l'expérience de l'Europe montre la voie.

La communauté européenne se renforce. Son élargissement, en janvier 1986, à l'Espagne et au Portugal, a accru sa dimension méditerranéenne. L'Acte Unique, en vigueur depuis juillet 1987, lui a ouvert de nouveaux champs d'action, tout en lui fixant un objectif essentiel : l'achèvement, en 1992, d'un grand marché intérieur. Créé voici neuf ans, le système monétaire européen est devenu un pôle de stabilité dans un système monétaire international en crise. L'Europe technologique, enfin, s'illustre par des réalisations qui dépassent parfois le cadre des Douze, tels Ariane et Eureka.

M. Raimond (France)

Rassemblant 320 millions d'Européens, ouverte sur le monde, la Communauté a la volonté de se donner une dimension politique et de sécurité permettant à l'Europe de retrouver la place qui doit être la sienne.

Avec ses partenaires, la France est convaincue que ce mouvement vers l'unité de l'Europe perdrait de sa portée et par là même de sa force s'il conduisait l'Europe à se replier. Les Douze font preuve de fermeté face à la montée du protectionnisme et continuent d'être favorables à un développement des échanges extérieurs : premier exportateur mondial, la Communauté est aussi l'un des marchés les plus ouverts. La majorité de ses importations se font en exemption de tout droit de douane ou prélèvement et cette exemption concerne 90 % des produits en provenance des pays en voie de développement. La Convention de Lomé, qui organise des rapports privilégiés avec les pays ACP, a créé une forme exemplaire de coopération entre le nord et le sud. Le système des préférences généralisées offre à d'autres pays d'importantes garanties quant à l'écoulement de leurs produits vers ses marchés. Enfin, l'Europe a conclu, avec des organisations régionales et de nombreux Etats, notamment les pays tiers méditerranéens, des accords d'association et de coopération.

Nous sommes prêts, aujourd'hui, à aller encore plus loin, et c'est dans cet esprit que les Douze abordent le nouveau cycle de négociations commerciales. Celles-ci comprendront, chacun le sait, un chapitre sensible, celui de l'agriculture. La Communauté et la France sont disposées à s'attaquer sérieusement aux déséquilibres des marchés agricoles mondiaux. Mais on ne saurait leur demander de remettre en cause les principes et les acquis de la politique agricole commune. Ce nouveau cycle de négociations commerciales que je viens d'évoquer, offre une chance de libéralisation substantielle des échanges. La croissance mondiale passe par un nouveau développement du commerce international qui doit largement bénéficier aux pays les plus défavorisés, chaque pays ou groupe d'Etats faisant sa part du chemin.

On a pris mieux conscience depuis un an que le désordre qui affecte depuis la fin des années 60 le système monétaire international est incontestablement l'une des causes de la médiocrité des performances de l'économie mondiale. La France n'a cessé d'agir pour une plus grande stabilité des changes et la réduction des taux

M. Raimond (France)

d'intérêt. L'année 1987 a été marquée, en ce domaine, par des évolutions qui vont dans le bon sens : l'accord du Louvre, conclu à Paris en février dernier et confirmé par le Sommet de Venise, comporte, comme nous le souhaitons, des objectifs précis sur la stabilisation des taux de change des principales monnaies et sur la convergence des politiques économiques. Ces accords ont donné de premiers résultats encourageants, mais à l'évidence, chacun sait qu'il reste beaucoup à faire pour assurer un ordre monétaire international stable.

De longue date, nous nous sommes faits l'avocat d'une action concertée dans le domaine des produits de base. Les cours de ces produits demeurent instables et à un faible niveau. Au-delà de la bonne organisation des marchés, la diversification des économies des pays producteurs est une nécessité. L'un des volets du fonds commun répond à cet objectif. La France souhaite que cet accord entre rapidement en vigueur.

Mais de tous les maux qui affectent l'économie mondiale, le plus grave et le plus lourd de menaces est, bien entendu, celui de l'endettement du tiers monde. Pour certains Etats, la situation est devenue dramatique. La France connaît les difficultés qu'ils rencontrent à cet égard, notamment en Afrique; elle sait les efforts d'ajustement et de restructuration que beaucoup d'entre eux ont entrepris avec courage et les épreuves douloureuses qui peuvent en résulter pour les populations. Ces Etats doivent bénéficier tout particulièrement du soutien de la communauté internationale et il ne faut pas que les conclusions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au continent africain reste lettre morte.

La France a formulé, s'agissant de la dette, des propositions portant sur l'allongement des délais de grâce et des périodes de remboursement au profit des pays les plus pauvres. Ces recommandations ont, depuis, reçu un début de mise en oeuvre par le Club de Paris. Les flux financiers orientés vers les nations en développement doivent être accrus de façon substantielle. Tous les bailleurs de fonds doivent y contribuer et le concours des banques est plus que jamais nécessaire, notamment en Amérique latine. Les institutions multilatérales doivent, pour leur part, augmenter également leur effort vers le tiers monde. Aussi est-il indispensable que les ressources de la Banque mondiale soient accrues et que les discussions sur le triplement des ressources et la facilité d'ajustement

M. Raimond (France)

structurel aboutissent avant la fin de l'année, de telle sorte que les prêts concessionnels aux pays les plus démunis soient augmentés rapidement.

L'accroissement de l'aide publique demeure enfin une nécessité. La France, pour sa part, a décidé de porter, en 1988, à 0,54 % la part de son PNB consacrée à l'aide publique au développement. Elle continue de se rapprocher de l'objectif d'une aide publique de 0,7 % du PNB. Cet effort sera dirigé en priorité vers les nations les plus pauvres, dont la situation doit faire l'objet d'un nouvel examen par la communauté internationale. C'est dans cet esprit que nous avons proposé d'accueillir à Paris, en 1990, la prochaine conférence sur les pays les moins avancés.

Sans concertation, sans dialogue, l'évolution de la situation économique internationale ne sera pas maîtrisée. C'est pourquoi nous nous félicitons des résultats de la récente CNUCED, auxquels la Communauté économique européenne a largement contribué, ainsi que l'a rappelé mon collègue danois, président en exercice des Douze. Cette conférence a montré qu'il existait une volonté générale d'aborder les problèmes du tiers monde avec réalisme, mais également avec ouverture d'esprit et générosité.

M. Raimond (France)

Les efforts engagés pour trouver des solutions au problème du sous-développement et par là-même pour améliorer la situation matérielle de la majorité des êtres humains, ne peuvent être séparés de ceux que la communauté internationale se doit de mener pour assurer un meilleur respect des droits de l'homme dans le monde.

Les droits de l'homme ne sont ni de l'Ouest ni de l'Est, ni du Nord ni du Sud. C'est la dignité de chaque homme qui est en cause. Il n'est pas admissible de dire que l'on peut porter sur l'homme un regard différent, selon le lieu ou les circonstances, de penser que la liberté peut avoir plusieurs visages ou que certains droits fondamentaux devraient recevoir une priorité sur les autres. La France n'acceptera jamais de se taire lorsque les droits de l'homme sont, bafoués, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud ou du Cambodge, de l'Afghanistan ou du Chili. Elle se tiendra toujours aux côtés de ceux qui veulent, malgré les menaces, que vive la démocratie, qu'il s'agisse aujourd'hui des Philippines ou de Haïti.

C'est parce qu'elle se veut elle-même irréprochable sur ce plan que la France vient d'organiser, en Nouvelle-Calédonie, un scrutin d'autodétermination. Le choix de la population néo-calédonienne s'est exprimé, dans des conditions incontestables, et dans le calme, de façon claire et indiscutable, en faveur du maintien de ce territoire dans la République française. Dans l'esprit d'ouverture qui l'a toujours animé, le Gouvernement français propose, après une vaste concertation avec l'ensemble des Calédoniens, un statut de large autonomie susceptible d'être accepté par tous.

Parmi les atteintes aux droits individuels, l'une des plus odieuses est le terrorisme parce qu'il prend systématiquement pour cible des innocents et recourt aux procédés les plus lâches, de la bombe lancée pour tuer dans un lieu de culte ou dans un grand magasin, à la prise d'otages accompagnée d'un chantage sur leur vie, soumettant les victimes à une interminable torture et leurs familles à une angoisse insoutenable. L'expérience a dramatiquement montré qu'aucun état, si puissant soit-il, aucune personne, si protégée qu'elle puisse être, n'est à l'abri de ce fléau. Aucun combat, quelle que soit sa légitimité, ne saurait justifier le recours à de tels crimes, qui constituent, avec l'intolérance et le fanatisme qui les alimentent, une menace permanente pour la communauté internationale tout entière.

M. Raimond (France)

Les mesures qui doivent être prises à l'échelon national pour prévenir, combattre et punir le terrorisme, ne peuvent produire tous leurs effets que si elles s'appuient sur une coopération renforcée et concrète entre les Etats. La lutte contre ce fléau doit s'accompagner d'une condamnation sans équivoque : aucun encouragement, aucune complicité, même passive, ne doivent être admis. La France appelle tous les Etats du monde à mener ce combat, sans relâche et sans merci, avec une détermination absolue, jusqu'à l'éradication complète de cette lèpre de notre temps.

Pour conclure, qu'il s'agisse des rapports Est-Ouest, du règlement des crises ou de la solution des grands problèmes de notre temps, beaucoup reste à faire. Que la communauté internationale renonce dans tel ou tel domaine, par lassitude ou découragement, face aux obstacles renouvelés, et tous les efforts peuvent être réduits à néant.

C'est dire les responsabilités qui demeurent celles de l'Organisation des Nations Unies. Il est facile de mettre en relief les insuffisances, les défauts, les lourdeurs de l'ONU : rien d'étonnant à cela, puisque ces déficiences sont les nôtres, celles de chacun d'entre nous.

Il faut d'abord adapter notre Organisation aux évolutions de notre monde, y faire les réformes nécessaires en en préservant les équilibres indispensables. Méfions-nous des réformes qui saperaient les fondements du système mis en place à San Francisco : il a fait la preuve qu'il était irremplaçable. Les vraies réformes doivent avoir pour objet de permettre une meilleure application de la Charte, un meilleur fonctionnement de l'outil. C'est pourquoi nous estimons souhaitable la mise en oeuvre rapide des conclusions du Groupe des Dix-huit, comme nous espérons le règlement des problèmes financiers qui pèsent sur la vie de l'Organisation et des institutions spécialisées. C'est pourquoi, également, avec toutes les nations francophones récemment représentées au Sommet de Québec, nous demandons une stricte application des dispositions sur l'usage des langues, et singulièrement du français.

Pour ce qui a été fait, comme pour ce qui reste à faire, nous savons que l'Organisation a pu, et pourra, compter sur celui qui en est à la fois l'âme et l'instrument, le Secrétaire général des Nations Unies. Je tiens à renouveler ici, à M. Pérez de Cuéllar, l'expression de la considération et de la reconnaissance du Gouvernement français pour les services remarquables qu'il rend à la communauté internationale, avec une compétence, un talent et un courage qui lui valent l'estime de tous et notre soutien constant.

M. Raimond (France)

Plus que toute autre, cette mission est au service de la paix. Utilisé à tout propos et souvent hors de propos, ce mot de paix doit demeurer l'expression d'une très grande ambition en même temps que celle d'une très grande raison. C'est, bien entendu, et par priorité, mettre fin aux conflits : une solution de force ne sera jamais aussi durable qu'un règlement librement négocié et consenti. Il s'agit, aussi, d'organiser un désarmement effectif, contrôlé, qui assure la sécurité. Faire la paix, c'est enfin s'attaquer aux causes des conflits et créer les conditions d'un apaisement des tensions. La sécurité, le désarmement et le développement, comme l'a montré la récente conférence des Nations Unies consacrée à ce lien, demeurent interdépendants. D'où l'ambition raisonnable qui est la nôtre : une paix véritable qui ne se dissocie pas de l'atténuation des inégalités dans le monde, de l'aide au développement et de la coopération.

Ici encore, l'Organisation des Nations Unies demeure au coeur du problème, avec toutes les institutions spécialisées qui dépendent d'elle pour que les richesses immenses engendrées par la technologie moderne bénéficient non à quelques peuples, mais au plus grand nombre possible. C'est là, au-delà de querelles souvent héritées des siècles, le vrai défi de notre époque.

M. WU XUEQIAN (Chine) (interprétation du chinois) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser, au nom de la délégation chinoise, mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je suis convaincu que grâce à votre talent et à votre expérience, vous accomplirez remarquablement cette noble mission. A cette occasion, je voudrais également remercier votre prédécesseur, M. Humayun Rasheed Choudhury et lui exprimer ma reconnaissance pour la contribution active qu'il a apportée aux travaux de la dernière session de l'Assemblée générale.

Au cours de l'année passée, les peuples du monde ont déployé des efforts multiples et persévérants pour la défense de la paix et pour le développement, et ont obtenu de nouveaux résultats positifs. Le tiers monde et de nombreux pays, moyens et petits ont joué un rôle actif et exercé une influence grandissante dans les affaires internationales, ce qui témoigne de l'accroissement des forces militant en faveur de la paix. De plus en plus, on demande l'arrêt de la course aux armements, de l'agression et de l'expansion, en préconisant un désarmement

M. Wu Xueqian (Chine)

véritable, ainsi qu'un règlement rapide des conflits régionaux. C'est dans ces circonstances que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont poursuivi leur dialogue et qu'un certain climat de détente est apparu dans les rapports Est-Ouest.

Pourtant les facteurs engendrant la tension et l'agitation dans la situation internationale demeurent. La course aux armements, au lieu de s'arrêter, s'étend chaque jour davantage à l'espace extra-atmosphérique et à d'autres domaines de haute technologie. Aucun des "points chauds" du monde n'a été supprimé. Certains conflits régionaux recèlent même des risques d'escalade. La situation économique mondiale reste difficile. Les difficultés de nombreux pays en développement, loin de diminuer, s'amplifient et les contradictions s'exacerbent entre le Nord et le Sud. Face à ces problèmes, la Chine et les autres pays du monde, attachés à la justice, à la paix et au développement, ne peuvent pas ne pas se sentir gravement préoccupés. Dans le désir de rechercher, avec vous tous, des moyens efficaces permettant de résoudre ces problèmes, j'aimerais présenter ici la position et les propositions du Gouvernement chinois.

M. Wu Xueqian (Chine)

Stopper la course aux armements et mettre fin aux conflits régionaux, voilà l'aspiration générale des peuples du monde. C'est aussi la position suivie du Gouvernement chinois.

La réalisation d'un désarmement effectif constitue l'un des maillons d'importance majeure dans le processus de détente internationale et pour le maintien de la paix mondiale. Depuis la reprise en 1985 par les Etats-Unis et l'Union soviétique des négociations de Genève sur le contrôle des armements, nous avons toujours espéré qu'ils parviendraient, à travers des négociations sérieuses, à un accord favorable à la paix mondiale sans porter préjudice aux droits et intérêts des autres pays. Maintenant, les négociations américano-soviétiques sur les missiles à portée intermédiaire ont enregistré des progrès, les deux parties étant parvenues à un accord de principe sur la mise en oeuvre à l'échelle mondiale de l'"option double zéro" concernant les missiles de moyenne et de plus courte portée. A notre avis, le dialogue vaut toujours mieux que la confrontation, et la détente toujours mieux que la tension. La paix mondiale étant indivisible, la sécurité de l'Europe revêt une importance égale à celle de l'Asie. Si les Etats-Unis et l'Union soviétique signent officiellement un accord sur les missiles intermédiaires, le mettent effectivement en application et détruisent complètement leurs missiles de moyenne et de courte portée déployés en Europe et en Asie, cela marquera un premier pas vers la réduction des armements nucléaires et méritera naturellement un accueil favorable.

Certes, il reste encore beaucoup à faire avant d'aboutir à un désarmement véritable. Avec l'élimination de leurs missiles de moyenne et de courte portée, les Etats-Unis et l'Union soviétique n'auront réduit leurs armes nucléaires que de moins de 5 %; chacun des deux pays possédera encore des forces nucléaires capables de détruire plusieurs fois notre planète. Pour assurer la paix et la sécurité dans le monde, il est indispensable d'interdire complètement et de détruire totalement tous les types d'armes nucléaires, spatiales, chimiques et biologiques ainsi que les autres armes de destruction massive et de réduire considérablement les armements conventionnels. Les peuples du monde aspirent ardemment au développement dans la paix. Le désarmement est une tâche impérieuse, mais les négociations sur le désarmement progressent avec une lenteur extrême. Déjà les négociations sur les missiles intermédiaires ont traîné depuis près de six ans. Les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques et sur d'autres rubriques de désarmement seront encore plus difficiles. Du train où vont les choses, quand seront totalement

M. Wu Xueqian (Chine)

détruites les quelque 50 000 ogives nucléaires qui existent actuellement? Et quand sera atteint l'objectif du désarmement dont nous venons de parler? Il est naturel que la communauté internationale appelle avec insistance les Etats-Unis et l'Union soviétique à procéder dans les plus brefs délais à un désarmement important et à continuer, après la conclusion d'un accord sur les missiles intermédiaires, à négocier sérieusement sur les autres rubriques du désarmement, à parvenir à des accords s'y rapportant et à les mettre en application. Elle demande qu'ils ne piétinent pas et surtout qu'ils ne développent pas, en rivalisant d'acharnement, de nouvelles armes plus perfectionnées en même temps qu'ils procèdent à un accord de destruction des missiles de portée intermédiaire.

Dans le but de promouvoir le désarmement, la délégation chinoise, l'an dernier, a soumis à l'Assemblée générale deux projets de résolution portant respectivement sur le désarmement nucléaire et le désarmement classique, projets adoptés grâce au large soutien des Etats Membres. Ainsi que l'ont souligné les deux projets, les pays possédant les plus grands arsenaux ont à assumer une responsabilité particulière en matière de désarmement et doivent procéder en premier à la réduction massive de leurs armements tant nucléaires que classiques. Voilà la clef du progrès en matière de désarmement. Dans le monde d'aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis et l'Union soviétique qui détiennent les plus importants arsenaux nucléaires et classiques, et ce sont ces deux pays à eux seuls qui sont à même de déclencher une guerre mondiale. Les menaces qui pèsent sur la paix mondiale diminueront considérablement s'ils réduisent en premier et dans de fortes proportions leurs armements.

Sur le plan du désarmement, la Chine a exprimé ses vues et avancé ses propositions de manière active; par ailleurs, elle a accompli une série d'actions concrètes. Le jour même où elle est devenue pays nucléaire, en 1964, la Chine a déclaré unilatéralement, qu'en aucun moment et en aucune circonstance, elle ne sera la première à utiliser l'arme nucléaire. De surcroît, elle a pris l'engagement de ne jamais employer ou menacer d'employer ce genre d'armes contre les pays non nucléaires et les zones dénucléarisées. Elle ne préconise pas la prolifération nucléaire, elle ne s'y livre pas et n'aide pas d'autres pays à mettre au point de telles armes. La Chine respecte et soutient les efforts que les pays et régions intéressés déploient en vue de créer des zones dénucléarisées et des zones de paix sur la base de consultations menées de leur propre initiative et d'accords conclus

M. Wu Xueqian (Chine)

par libre consentement. Elle a signé des protocoles additionnels au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et au Traité de dénucléarisation du Pacifique sud. Ces dernières années, nous avons cessé les essais nucléaires dans l'atmosphère, réduit d'un million d'hommes les effectifs de l'armée et restreint nos dépenses militaires. De plus, nous avons reconverti nombre d'industries militaires à la production civile et transformé une partie des installations militaires en installations à usage civil ou paramilitaire.

Le désarmement est une tâche aussi difficile que complexe. Faire progresser le désarmement exige que les pays concernés fassent preuve de sincérité et surtout que tous les pays et peuples épris de paix déploient des efforts opiniâtres en ce sens. Pour ce qui est du problème du désarmement qui touche à l'avenir du monde et au destin de l'humanité, tous les pays du monde, qu'ils soient grands, moyens ou petits, nucléaires ou non nucléaires, doivent avoir un droit égal à la parole et peuvent jouer sans exception un rôle actif. L'Europe a connu les cataclysmes de deux guerres mondiales et est à l'heure actuelle une région où se trouvent en état de confrontation directe les deux grands blocs militaires. Les pays d'Europe occidentale et ceux d'Europe orientale sont donc particulièrement préoccupés par le problème du désarmement, étroitement lié à leur propre sécurité; ils ont joué un rôle important en encourageant les négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements. Dans l'examen de la question du désarmement, les droits et intérêts légitimes et les opinions raisonnables des divers pays doivent être pleinement respectés et sérieusement pris en compte. Tout accord sur le désarmement doit aider au renforcement de la sécurité des pays et des régions dans le monde, et non porter préjudice à la sécurité d'un pays ou d'une région quelconque.

Je voudrais encore ici évoquer la récente Conférence internationale sur les relations entre le désarmement et le développement. Cette dernière a adopté à l'unanimité un document final grâce aux efforts remarquables accomplis par les différentes parties. Cette conférence revêt une signification positive, car elle permet à la communauté internationale de mieux prendre conscience du lien étroit entre le désarmement et le développement.

Le règlement équitable et rationnel des conflits régionaux et l'élimination des points chauds revêtent une haute importance pour la détente de la situation internationale et le maintien de la paix mondiale. Au cours de l'année écoulée, les Nations Unies et de nombreux pays épris de justice ont déployé à cet égard

M. Wu Xueqian (Chine)

d'énormes efforts sans pourtant avoir pu enregistrer de progrès substantiels jusqu'à ce jour. La raison essentielle en est que certains pays, au mépris des buts et principes de la Charte des Nations Unies ainsi que des normes fondamentales régissant les relations internationales, refusent d'appliquer les résolutions pertinentes de l'ONU et s'entêtent dans leur politique d'agression et d'expansion. Ils continuent d'envahir et d'occuper des territoires étrangers, de porter atteinte à la souveraineté d'autres Etats et de s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays, de sorte que notre globe connaît des conflits régionaux incessants et que les points chauds sont difficiles à éliminer.

M. Wu Xueqian (Chine)

La Chine condamne invariablement la menace ou l'emploi de la force dans les relations internationales et, à plus forte raison, s'oppose à ce qu'un pays, quel qu'il soit, sous quelque prétexte que ce soit, se livre à l'invasion et à l'intervention contre d'autres pays. Nous estimons que l'agression perpétrée par un Etat contre un autre constitue le plus grave crime international et qu'elle ne saurait être en aucune façon confondue avec les questions de politique intérieure de l'Etat agressé.

La Chine a toujours tenu que tous les pays du monde doivent observer scrupuleusement les cinq principes de la coexistence pacifique, à savoir : le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et les avantages réciproques, et la coexistence pacifique. Nous sommes pour le règlement politique équitable et rationnel des conflits régionaux, car il correspond aux intérêts fondamentaux des pays concernés ainsi que de la paix mondiale.

Pour trouver des solutions politiques justes et rationnelles aux conflits régionaux, il est primordial d'arrêter l'agression et l'expansion contre d'autres pays et de mettre fin à l'occupation militaire d'autres pays. Les troupes étrangères doivent immédiatement et inconditionnellement évacuer les territoires qu'elles occupent afin que les pays victimes de l'agression retrouvent leur souveraineté, leur indépendance et leur intégrité territoriale. Ce serait une vaine tentative que de chercher, sous prétexte d'un "règlement politique", à conserver les intérêts acquis dans l'agression et l'expansion.

Pour trouver des solutions politiques justes et rationnelles aux conflits régionaux, il faut encore mettre effectivement en application le principe d'autodétermination, en laissant aux peuples des pays et régions concernés le soin de résoudre eux-mêmes leurs problèmes à l'abri de toute ingérence extérieure. Les différends entre Etats doivent être réglés par les pays concernés au moyen de négociations et suivant les normes fondamentales régissant les relations internationales. Quant aux différends intérieurs d'un pays, ils doivent être réglés par le peuple de ce pays lui-même.

Pour trouver des solutions politiques justes et rationnelles aux conflits régionaux, toutes les parties concernées doivent se comporter conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux cinq principes de la coexistence pacifique.

M. Wu Xueqian (Chine)

Le Viet Nam doit cesser son invasion et retirer le plus tôt possible la totalité de ses troupes du Kampuchea. Voilà quelle est la clef de la solution du problème du Kampuchea. L'Assemblée générale de l'ONU a adopté à maintes reprises des résolutions dans ce sens. Les pays membres de l'ANASE ainsi que les autres pays attachés à la justice ont également entrepris des efforts inlassables dans la recherche d'un règlement politique du problème du Kampuchea. Sous la pression de l'opinion internationale, les autorités vietnamiennes, depuis un an, ont fait aussi pas mal de déclarations à propos de la "solution politique" du problème du Kampuchea. Mais en réalité, elles n'ont pas montré la moindre sincérité à ce sujet, puisqu'elles n'ont pas changé leur position obstinée d'agression et d'expansion. Jusqu'à ce jour, elles poursuivent leur occupation militaire du Kampuchea sous des prétextes fabriqués de toutes pièces et au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies. Etant de toute évidence l'agresseur, les autorités vietnamiennes doivent endosser, vis-à-vis du problème kampuchéen, une responsabilité à laquelle elles ne peuvent se dérober. Néanmoins, elles prétendent y être étrangères et exigent obstinément que le départ de leurs troupes soit précédé de la réalisation de la "réconciliation nationale" à l'intérieur du Kampuchea. Le prétendu projet de "solution politique" présenté par elles vise au fond à faire accepter par la communauté internationale l'invasion et l'occupation vietnamiennes du Kampuchea comme un fait accompli, à maintenir un "gouvernement" contrôlé par le Viet Nam et à conserver les intérêts acquis par ce dernier dans l'agression et l'expansion. Cela, bien entendu, est inacceptable pour le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, les pays membres de l'ANASE ainsi que tous les autres pays et peuples qui défendent la justice.

La Chine ne recherche aucun intérêt égoïste au Kampuchea. Notre position de principe sur le problème kampuchéen consiste à sauvegarder les normes régissant les relations internationales, à combattre l'agression et à défendre la justice. Nous estimons que les résolutions pertinentes adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale de l'ONU à ses différentes sessions doivent être appliquées avec sérieux. Nous soutenons les efforts déployés par le Prince Norodom Sihanouk, par l'ANASE et par le Secrétaire général de l'ONU en vue d'un règlement juste et équitable du problème kampuchéen. La proposition en huit points concernant le règlement politique du problème du Kampuchea, avancée par le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique ayant à sa tête le Prince Norodom Sihanouk est raisonnable.

M. Wu Xueqian (Chine)

Elle a gagné une adhésion générale et un large soutien de la part de la communauté internationale, et doit donc servir de base à la solution du problème kampuchéen. Si le Viet Nam retire toutes ses troupes du Kampuchea sous contrôle international, le peuple kampuchéen, sous la direction du Prince Norodom Sihanouk, grand patriote jouissant d'un haut prestige, saura, nous en sommes sûrs, résoudre par le biais de consultations les questions internes du pays et réaliser une véritable réconciliation nationale à l'abri de toute ingérence étrangère, et élire un nouveau gouvernement par voie d'élections libres organisées sous la supervision des Nations Unies, de sorte que le Kampuchea devienne un pays indépendant, pacifique, neutre et non aligné. Cela favorisera la paix et la stabilité dans cette région comme dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. La Chine est disposée à souscrire en même temps que les autres pays à une garantie internationale s'y rapportant, dès que les différentes parties concernées parviendront à un accord sur le règlement du problème du Kampuchea.

La guerre en Afghanistan n'a pas pris fin, malgré le "cessez-le-feu" annoncé par le régime de Kaboul. En fait, se poursuivent toujours les opérations d'encercllement et d'anéantissement contre la résistance, le massacre de la population innocente et les incursions contre le Pakistan. La guerre de résistance à l'agression ne s'arrêtera pas tant que les troupes d'agression étrangères n'auront pas évacué l'Afghanistan. Il est clair que la "garantie avant le retrait" comme la "réconciliation avant le retrait" ne sont que des prétextes visant à retarder le départ des troupes étrangères de ce pays. Si elle souhaite vraiment une solution politique, l'Union soviétique devrait respecter les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU à ses différentes sessions et rapatrier le plus tôt possible toutes ses troupes envoyées en Afghanistan. C'est là la clef de la solution du problème afghan; c'est aussi le seul moyen qui puisse guérir cette "plaie ouverte". Nous appuyons les efforts faits par le Pakistan, par d'autres pays et par l'ONU en vue de résoudre le problème afghan de façon juste et équitable, et nous souhaitons voir l'Afghanistan recouvrer au plus tôt son indépendance, sa souveraineté et son statut d'Etat neutre et non aligné.

M. Wu Xueqian (Chine)

La convocation sous les auspices des Nations Unies d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient constitue une approche pratique pour la recherche d'une solution pacifique de ce problème. Le Gouvernement chinois soutient les efforts entrepris à cet effet par le Secrétaire général de l'ONU. Nous estimons que l'Organisation de libération de la Palestine, reconnue sur le plan international comme représentant légitime du peuple palestinien, a le droit de participer à la conférence sur un pied d'égalité avec les autres participants. La Chine, depuis toujours, s'oppose à la politique d'agression et d'expansion d'Israël et apporte son ferme soutien à la juste lutte menée par les peuples des pays arabes et de Palestine pour le recouvrement des territoires occupés et le rétablissement des droits nationaux. Nous formons le voeu sincère que les pays arabes et l'Organisation de libération de la Palestine pourront dissiper leurs différends par voie de consultations amicales, resserrer leurs rangs, coordonner leurs actions et conjuguer leurs efforts pour que le problème du Moyen-Orient reçoive le plus tôt possible une solution globale et juste.

A l'heure actuelle, la confrontation dans le Golfe est de plus en plus tendue et la situation plus agitée. Le Gouvernement chinois exprime sa vive préoccupation à cet égard. Nous avons toujours adopté à l'égard de la guerre entre l'Iran et l'Iraq une position de neutralité et de conciliation, nous efforçant d'amener l'Iran et l'Iraq à cesser immédiatement leurs hostilités en vue de la réconciliation et à procéder à l'édification nationale et au développement dans la paix, au lieu d'user mutuellement leurs forces dans la guerre. La résolution 598 (1987), adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité grâce aux efforts conjugués de tous ses membres, traduit le vif désir de la communauté internationale de mettre un terme aussi rapidement que possible à la guerre entre l'Iran et l'Iraq et offre une base satisfaisante de règlement pacifique du conflit.

M. Wu Xueqian (Chine)

Nous apprécions l'apport précieux du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à l'application de cette résolution, et le soutenons dans les efforts qu'il poursuit dans ce sens. La Chine, pour sa part, continuera de contribuer à l'application intégrale de cette résolution. Désireux de voir les conflits sanglants cesser au plus tôt et la région du Golfe recouvrer la paix, la stabilité et la prospérité, le Gouvernement chinois appelle une fois de plus l'Iran et l'Iraq à mettre un terme sans tarder à toutes leurs actions militaires et à appliquer rigoureusement la résolution 598 (1987), en coopération avec le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies, pour assurer un règlement global, juste et équitable du conflit qui les oppose. Il appelle aussi les diverses parties concernées à faire preuve de retenue et à garantir la liberté de navigation et la sécurité sur les voies maritimes internationales du Golfe. Il appelle enfin les grandes puissances à renoncer à leur engagement militaire dans le Golfe pour éviter l'escalade du conflit et laisser les Etats riverains résoudre eux-mêmes le problème de la région au moyen de consultations.

Au cours de l'année écoulée, en Afrique du Sud et en Namibie, le mouvement de masse a connu un essor soutenu, et la lutte contre la domination raciale et pour la libération et l'indépendance nationales n'a cessé de se développer. Acculé à un isolement de plus en plus grand, le régime raciste sud-africain se cramponne pourtant avec entêtement au système d'apartheid. Il soumet le peuple sud-africain à une répression féroce, continue d'occuper illégalement la Namibie, se livre impudemment à des intrusions et à des harcèlements contre les pays voisins et s'évertue à retarder et à empêcher le règlement du problème de l'Afrique australe. Le Gouvernement chinois condamne avec véhémence les agissements pervers des autorités sud-africaines. Nous soutiendrons indéfectiblement, comme par le passé, la juste lutte des peuples d'Afrique du Sud, de Namibie ainsi que des autres pays d'Afrique australe. Nous lançons un appel à la communauté internationale et, plus particulièrement, aux pays ayant une influence sur l'Afrique du Sud, pour qu'ils appuient la lutte des peuples d'Afrique australe, exercent une pression plus forte sur les autorités sud-africaines et leur imposent des sanctions efficaces afin de les contraindre à abandonner leur politique d'apartheid et de déstabilisation des pays voisins, à appliquer, sans condition, la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et à permettre ainsi à la Namibie d'accéder sous peu à l'indépendance.

Un pas en avant important vient enfin d'être fait dans le processus de paix en Amérique centrale, qui avait essuyé bien des revers. Le document intitulé "Processus d'établissement d'une paix stable et durable en Amérique centrale", signé

M. Wu Xueqian (Chine)

il y a plus d'un mois à la Conférence au sommet des cinq pays d'Amérique centrale, revêt une signification positive pour le relâchement de la situation tendue et turbulente dans cette région. Ce document est non seulement l'expression des aspirations de paix des divers pays d'Amérique centrale, mais aussi le fruit des bons offices de paix offerts par le Groupe de Contadora et le Groupe de Lima. Nous espérons sincèrement que toutes les parties concernées respecteront les résultats chèrement acquis à cette conférence pour que l'accord intervenu soit appliqué dans d'heureuses conditions et que la paix et la stabilité soient réalisées dans les meilleurs délais en Amérique centrale, à l'abri des ingérences extérieures.

La tension qui règne sur la péninsule Coréenne ne se relâchera que si la confrontation militaire entre la partie sud et la partie nord de la Corée diminue d'intensité et si les contacts et le dialogue entre les deux parties se multiplient. Ces derniers temps, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a successivement avancé des propositions sur le désarmement à réaliser par étapes par la partie nord et par la partie sud de la péninsule Coréenne, sur le retrait des troupes américaines et sur la convocation d'une conférence tripartite des chefs de la diplomatie de la partie nord de la Corée, de la partie sud de la Corée et des Etats-Unis. Ces propositions sont constructives et raisonnables, et nous espérons que les parties concernées y répondront positivement.

La situation économique mondiale de l'heure est aussi un sujet capital qui préoccupe profondément la communauté internationale. Durant l'année écoulée, les pays développés ont connu une croissance économique ralentie, et les frictions économiques entre eux ont pris un tour plus aigu. Les pays en développement ont connu des difficultés d'une gravité sans précédent, dues à la détérioration continue de la conjoncture économique extérieure. Les prix de nombreux produits de base ont stagné au niveau le plus bas enregistré depuis la fin de la seconde guerre mondiale, tandis que l'exportation des produits manufacturés a été entravée par un protectionnisme toujours plus accentué. Les pays en développement ont vu leurs revenus d'exportation diminuer considérablement et le volume des entrées de flux financiers chuter brusquement. Le fardeau de leur endettement s'alourdit de plus en plus, et leurs dettes ont franchi, l'année dernière, le cap des mille milliards de dollars américains. Dans ce contexte, bien que les pays en développement aient entrepris de rudes efforts en vue d'un rajustement ou d'une

M. Wu Xueqian (Chine)

réforme économique, leur croissance économique demeure, dans l'ensemble, très faible et leurs difficultés se multiplient. Quant aux pays les moins avancés, ils se heurtent à des difficultés encore plus graves.

L'économie mondiale forme un tout. Le Nord et le Sud ont besoin l'un de l'autre et dépendent l'un de l'autre. La stagnation économique des pays en développement et leur appauvrissement auront, bien entendu, un impact sur l'ensemble de l'économie mondiale et, cela va de soi, sur la croissance économique des pays développés. "Qui aide les autres sera aidé par les autres." Les pays développés doivent donc s'efforcer d'améliorer la conjoncture économique internationale et d'aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés économiques. A cet égard, nous nous permettons d'avancer les propositions suivantes :

Premièrement, les pays développés doivent prendre des mesures pour stabiliser les prix des produits de base, procurer aux pays en développement des fonds qui leur permettent de diversifier leurs produits exportés et de maintenir et d'augmenter leurs revenus provenant des exportations.

Deuxièmement, les pays développés doivent honorer leurs engagements en réduisant le protectionnisme ou, mieux, en y mettant fin. Ils doivent en outre élargir les préférences généralisées accordées aux pays en développement. Et il importe à cet égard de tenir pleinement compte des intérêts de ces pays à l'occasion de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

Troisièmement, les pays développés doivent atteindre au plus tôt les normes fixées par l'Organisation des Nations Unies en matière d'aide publique au développement et accroître le volume des fonds consentis sous d'autres formes aux pays en développement. Parallèlement, les institutions financières internationales doivent, en fonction des réalités des pays intéressés, leur accorder de manière active des fonds avec des conditions préférentielles.

Quatrièmement, les pays débiteurs, les pays créanciers, les institutions financières internationales et les banques commerciales doivent endosser ensemble la responsabilité de l'endettement et, par voie d'un dialogue continu, convenir de divers moyens pratiques qui permettent d'alléger au maximum le fardeau de la dette des pays en développement.

Cinquièmement, il est nécessaire d'accorder aux pays les moins avancés des traitements préférentiels spéciaux pour ce qui est des échanges commerciaux, du financement, de l'aide et du service de la dette, et de prendre des mesures

M. Wu Xueqian (Chine)

efficaces afin de mettre en application le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adopté l'année dernière à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies réunie en session extraordinaire.

A la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue tout récemment, des discussions importantes ont eu lieu sur les ressources mises au service du développement, les produits de base, le commerce international et les pays les moins avancés. Des conditions favorables à la poursuite du dialogue Nord-Sud ont ainsi été créées. Nous espérons que la présente session de l'Assemblée générale pourra, en partant de cette base, faire de nouveaux progrès lors de l'examen des questions relevant de ce domaine. Nous préconisons que les pays développés et les pays en développement maintiennent et renforcent leur dialogue, et oeuvrent en commun pour instaurer un nouveau type de relations Nord-Sud fondées sur l'équité et la rationalité, l'égalité et les avantages réciproques, en vue d'intensifier la coopération internationale et d'imprimer un nouvel essor à l'économie mondiale.

La Chine avance sur la voie de l'édification d'un socialisme à la chinoise. La stabilité et l'unité règnent dans le pays entier, la réforme et l'ouverture progressent à pas sûrs, l'économie nationale connaît une croissance soutenue et régulière, et le niveau de vie de la population s'améliore de jour en jour. Certes, et nous en sommes pleinement conscients, les forces productives de notre pays restent relativement faibles, et son économie connaît un certain retard. La Chine se trouve encore au stade initial du socialisme. Pendant cette très longue période historique, notre tâche essentielle consiste à développer énergiquement les forces productives de la société afin de débarrasser graduellement notre pays de la pauvreté, du retard et du sous-développement.

M. Wu Xueqiang (Chine)

Pour ce faire, il nous faudra persévérer longtemps dans la réforme et dans l'ouverture, aussi bien à l'intérieur que sur l'extérieur, développer au maximum l'économie marchande planifiée, intensifier sans discontinuer les échanges et la coopération économique et technique avec les divers pays du monde et pousser au développement dynamique et rapide des forces productives. Le treizième Congrès du Parti communiste chinois, qui se tiendra très prochainement, passera en revue les changements historiques intervenus en Chine depuis neuf ans, réaffirmera toute une série de mesures politiques et de principes fondamentaux qui se sont révélés efficaces et mettra en lumière sur le plan théorique la réforme et l'ouverture. A ce congrès seront prises de nouvelles décisions visant l'accélération et l'approfondissement de la réforme des structures économiques et un plan de réforme des structures politiques sera avancé en vue de promouvoir la modernisation socialiste de notre pays.

La politique extérieure d'indépendance et de paix est pour notre pays, au même titre que la politique de réforme et d'ouverture, une politique nationale fondamentale qui demeurera longtemps inchangée. Si nous appliquons une telle politique, c'est, d'une part, pour satisfaire aux exigences de la modernisation socialiste de notre pays et nous assurer un environnement international de paix durable et, d'autre part, pour répondre à l'évolution de la situation internationale et nous acquitter des obligations et des devoirs qui sont ceux de notre pays en ce qui concerne la paix et le développement dans le monde. Cette politique correspond, non seulement aux intérêts fondamentaux du peuple chinois, mais aussi à ceux des peuples du monde entier. En persévérant dans la réforme et l'ouverture et en poursuivant inlassablement la politique extérieure d'indépendance et de paix qui est la sienne, la Chine pourra réaliser des progrès encore plus rapides et apporter une contribution plus grande encore à l'humanité.

Etant l'organisation mondiale la plus importante de notre époque, l'Organisation des Nations Unies joue un rôle de premier plan dans le maintien de la paix, la promotion du développement et l'intensification de la coopération. Nous nous réjouissons de constater que le rôle qu'elle joue dans ces domaines ne cesse de croître. Grâce au concours de diverses parties, l'Assemblée générale a adopté à sa session de l'année dernière une résolution visant à améliorer l'efficacité tant administrative que financière de l'ONU. A l'heure actuelle, l'ONU traverse un moment crucial : celui de la réforme. Nous soutenons l'Organisation dans son effort de réforme nécessaire et rationnelle pour renforcer son rôle et lui permettre de mieux réaliser les buts et principes de la Charte.

M. Wu Xueqiang (Chine)

L'ONU est une organisation rassemblant différents pays du monde et elle a donc besoin de l'appui de tous les pays Membres. Nous espérons que les grandes puissances directement responsables des difficultés financières actuelles de l'ONU rempliront leurs obligations prescrites dans la Charte des Nations Unies. Pays membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine - comme elle l'a fait par le passé - agira strictement en conformité avec les buts et principes de cette charte et accomplira consciencieusement ses devoirs. Nous sommes disposés à contribuer en même temps que les autres Etats Membres au renforcement continu du rôle de l'ONU dans divers domaines.

Sir Geoffrey HOWE (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence de l'Assemblée générale et, en même temps, d'exprimer ma profonde reconnaissance au Président sortant, qui est aussi un représentant d'un pays ami du Commonwealth, le Ministre des affaires étrangères du Bangladesh.

L'Assemblée générale est réunie cette année à un moment de grande espérance pour le monde, mais aussi de dangers toujours plus graves, moment d'espérance parce qu'après des années d'efforts, un accord historique en matière d'armements est sur le point d'être conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et de dangers toujours plus lourds parce que le conflit entre l'Iran et l'Iraq pose chaque jour une menace chaque jour plus grave pour la paix et la sécurité du monde.

Dans le Golfe, deux pays fiers et indépendants, eux-mêmes Membres fondateurs des Nations Unies, se déchirent sans relâche depuis sept ans, soit pendant deux fois plus longtemps qu'a duré la première guerre mondiale. Nous avons sous les yeux les images de centaines de milliers de cadavres, de jeunes gens déchiquetés, abattus, gazés à mort, de civils victimes de part et d'autre de bombardements sans merci. Les combattants ont de plus étendu ces destructions insensées et ces pertes en vies humaines jusqu'aux eaux internationales du Golfe. Il y a deux jours à peine, un autre navire britannique - le Gentle Breeze - a été attaqué et des innocents ont trouvé la mort. Cet acte honteux d'agression non provoquée contre un navire qui n'était pas armé est la sixième attaque dirigée contre un navire britannique dans le Golfe.

Les navires ont utilisé ce passage pendant des siècles et aucun Etat n'a le droit de décider qui utilisera cette grande voie maritime internationale. Comme il l'a fait tout au long de son histoire, le Royaume-Uni continuera à défendre la

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

liberté de navigation. Tout Etat qui prend des mesures pour défendre cette liberté doit pouvoir compter sur l'appui de toute la communauté des nations. Aujourd'hui cependant, et depuis bien des mois, la liberté de navigation est menacée dans les eaux du Golfe. Elle est menacée par les attaques aveugles contre des navires non armés. Elle est menacée par le harcèlement de la marine marchande désarmée et par l'acte le plus criminel de tous : la pose de mines au hasard. Lundi, le monde a pu voir comment l'Iran a posé des mines sur le passage d'un convoi dans les eaux internationales. La réaction des Etats-Unis à cet acte de folie était pleinement justifiée et elle mérite d'être appuyée par tous ceux qui souhaitent faire cesser le conflit. C'est la stabilité de toute la région qui est remise en cause par cette menace toujours plus imminente à la paix.

Il n'est pas de défi plus direct à cette institution et à tout ce qu'elle représente. La vérité brutale, c'est que la façon dont les Nations Unies traitent le conflit entre l'Iran et l'Iraq doit avoir des répercussions décisives sur la réputation de l'Organisation aux yeux de tous les peuples que nous représentons.

Si nous voulons que les Nations Unies relèvent le défi, pour mettre fin à ce massacre grotesque, nous devons nous efforcer de maintenir un degré d'unité jamais atteint auparavant. D'autres groupes internationaux pourraient donner une orientation valable en condamnant le conflit et en mobilisant toute leur énergie pour défendre la cause de la paix. Voilà pourquoi nous attachons tellement d'importance à l'appui croissant accordé par l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue arabe, le Mouvement non aligné et l'Organisation de la Conférence islamique. Dans le même ordre d'idées, les 12 membres de la Communauté européenne présentent un front commun.

Tout cela montre combien le monde a à coeur de faire cesser le conflit dans le Golfe. Mais les bons sentiments ne suffisent pas. Le Conseil de sécurité a la responsabilité toute particulière d'agir. Cette responsabilité a d'ailleurs été acceptée à l'unanimité par le Conseil et cette unanimité se fonde sur la détermination collective des cinq membres permanents. Chaque membre permanent a résisté à la tentation de faire passer ses intérêts nationaux avant la cause de la paix, et doit continuer à le faire car il est absolument nécessaire que les cinq membres permanents persistent à oeuvrer de concert, à jouer le rôle de catalyseur de tout le Conseil de sécurité.

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

Personne mieux que le Secrétaire général n'a compris ce besoin et n'a tant insisté sur le sujet. Il était donc particulièrement approprié que le Conseil de sécurité le charge personnellement de la mission difficile et délicate qu'il vient d'accomplir. Pour cela et pour tous les services qu'il a rendus à la cause de la paix, il mérite nos remerciements chaleureux et notre admiration.

De ces bons offices, il résulte que nous connaissons maintenant les vues des Gouvernements iraquien et iranien sur la résolution 598 (1987). La résolution, juridiquement contraignante, exige que l'Iran et l'Iraq cessent les hostilités. Elle accorde l'attention voulue aux préoccupations et revendications légitimes et de l'Iran et de l'Iraq. et, à juste titre, elle stipule que, si la résolution n'est pas respectée, il convient d'élaborer les dispositions nécessaires à son application. Il faut que le Conseil de sécurité continue à faire preuve de fermeté pour assurer le respect de sa résolution. Il ne reste plus qu'à décider si le Conseil de sécurité doit décréter sans plus attendre un embargo sur les armes.

Après les actions et les paroles de l'Iran cette semaine, peut-on encore croire que ce pays entend respecter la résolution? Les deux attaques sans provocation qui ont eu lieu lundi, avec utilisation de missiles et de mines, montrent bien les véritables intentions de l'Iran. Il en va de même pour les paroles prononcées hier par son Président à cette tribune. Il a décrit le Conseil de sécurité comme étant "une usine à papier qui émet des ordres dénués d'efficacité et de valeur" (A/42/PV.6, p. 57). Il a invité le monde à conclure, et je cite, que "la seule alternative qui reste [...] est de recourir à la violence" (Ibid.)

Par conséquent, le Royaume-Uni pense qu'il est essentiel de passer maintenant à l'élaboration des nouvelles dispositions, tel que prévu dans la résolution 598 (1987). Le premier pas serait d'imposer un embargo sur les armes, pour empêcher la fourniture d'armements à ceux qui souhaitent faire fi de l'Organisation des Nations Unies et prolonger le conflit. Il faut agir, montrer que le Conseil de sécurité n'est ni inutile ni inefficace et qu'il est prêt à défendre son autorité.

Au Royaume-Uni, nous n'hésiterons pas à prendre les mesures que nous jugerons nécessaires. Je suis en mesure d'annoncer aujourd'hui que nous avons décidé de faire cesser les opérations du bureau iranien d'achat de fournitures militaires, à Londres. Pour nous, l'attaque cynique du "Gentle Breeze" a été la goutte qui a fait déborder le vase. Toute l'Organisation des Nations Unies devrait tirer les mêmes conclusions de ce que l'Iran a fait et dit cette semaine.

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

Le conflit du Golfe est le danger le plus imminent, mais il ne constitue pas la seule menace à la paix mondiale. Le conflit arabo-israélien s'éternise maintenant depuis des décennies. Mais la présente impasse n'est ni une solution ni une panacée, loin de là. La situation est extrêmement instable. Dans les territoires occupés, la misère et la répression persistent. En Israël même, la population palestinienne s'accroît rapidement. Déjà deux générations d'Arabes et d'Israéliens ont vécu à l'ombre de la guerre et de l'insécurité. Et pourtant la base du règlement auquel nous devons parvenir un jour est évidente : il s'agit du droit d'Israël à l'existence dans la sécurité; il s'agit du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Presque tout le monde accepte maintenant l'idée d'une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies. Le Royaume-Uni est convaincu qu'elle s'imposera. Une conférence internationale fournira un cadre aux négociations. Il ne s'agira pas d'une manigance ni d'un piège. La conférence n'imposera pas de solutions. Elle n'aura pas le droit d'opposer son veto aux accords conclus entre les parties. Elle ne doit inspirer aucune crainte aux hommes de bonne volonté.

La communauté internationale ne doit pas non plus ignorer le Liban, où la Force intérimaire des Nations Unies a besoin de tout notre appui. Il faut laisser les Libanais régler leurs problèmes sans ingérence extérieure. Il faut retirer toutes les troupes étrangères et respecter les frontières internationales du Liban.

Tous ces conflits ont fait beaucoup trop d'innocentes victimes, y compris les otages, parmi lesquels, hélas, se trouvent certains citoyens de mon pays.

Nous avons quelque expérience des mesures à prendre contre le terrorisme. Notre position est claire et tout à fait inébranlable. Nous ne marchanderons pas avec les terroristes. C'est la seule politique raisonnable. Tout marchandage sordide auquel consent un gouvernement, toute rançon versée, permet à un autre terroriste de passer à l'action et aggrave la menace à tous nos citoyens.

A ceux qui détiennent les otages britanniques, je dirai ceci : nous ne capitulerons jamais devant votre chantage. Vous n'avez rien à gagner. Vous ne ferez que jeter le discrédit sur votre cause. Libérez les otages. Et, à tous ceux qui ont de l'influence sur les détenteurs d'otages, je demande instamment d'agir de la même manière. Je demande instamment à toute l'Assemblée, au nom des otages de toutes les nations, d'envoyer d'urgence un message tout aussi clair.

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

Il y a un autre problème qui exige désespérément une réaction concertée de la part de la communauté internationale : c'est la question de l'Afrique australe. Jamais la question de l'Afrique australe n'a quitté l'ordre du jour de l'Organisation, et à juste titre. Même si l'Afrique du Sud n'est peut-être pas le seul exemple d'intolérance raciale dans le monde, elle est unique à cause de cette domination institutionnalisée d'autres races par la population blanche. L'apartheid est, du point de vue moral, répugnant, indéfendable et inhumain. Mais au vrai, l'apartheid est plus que cela : c'est le suicide pour ceux qui le pratiquent. Toute l'histoire nous l'apprend. L'apartheid engendre le mécontentement, la violence et la révolution. Nous comprenons le mécontentement qui bout chez la population noire. Qui n'est pas ému à la pensée que toute une génération est passée à l'âge adulte alors que Nelson Mandela se trouvait derrière les barreaux?

Et pourtant il n'est pas question de construire une Afrique du Sud prospère, stable et juste par la violence; cela ne peut aboutir qu'à la ruine, au désespoir et à la mort. Ceux qui dirigent l'Afrique du Sud doivent changer de politique avant qu'il ne soit trop tard. Certains signes nous permettent de croire que d'aucuns l'ont compris, mais jusqu'ici les réformes ont été trop lentes et trop limitées. La bombe à retardement est en place et l'heure tourne : il faut la désamorcer avant qu'il ne soit trop tard.

Nous avons tous un but commun; l'élimination de l'apartheid, aussi rapidement que possible. Que peut faire le monde pour orienter l'Afrique du Sud dans la bonne direction? La réponse ne se trouve pas dans l'adoption de nouvelles mesures qui ne serviront qu'à unir les Blancs contre le monde, à ralentir le processus de changement, à prolonger l'apartheid et à faire souffrir les personnes mêmes que nous souhaitons aider. Mais nous devons continuer à exercer une pression morale sur les dirigeants de l'Afrique du Sud. Il ne faut pas les laisser croire à la viabilité du statu quo. Nous devons les convaincre qu'il ne sera possible d'instaurer la paix et la sécurité que grâce à un véritable dialogue avec les dirigeants des autres races et à une réforme complète. Nous oeuvrons en ce sens.

Bien sûr, l'apartheid n'afflige pas uniquement ceux qui vivent en Afrique du Sud : il déstabilise également les voisins de l'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni a pris l'initiative d'aider les Etats de première ligne. A certains, nous fournissons une assistance pratique en matière de formation et d'équipement de leurs forces militaires pour assurer la sécurité de leurs transports. A d'autres,

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

nous fournissons une assistance à grande échelle pour mettre au point d'autres systèmes de transport et pour défrayer la formation et l'équipement. Nous aidons les Etats de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et, depuis cinq ans, nous leur avons versé plus d'un milliard de dollars. Fort peu d'Etats ici représentés peuvent se targuer d'une telle contribution.

L'Afrique du Sud est de loin le pire exemple d'intolérance raciale au monde, mais il y a très peu de régions du monde qui sont à l'abri des querelles fondées sur les distinctions de race, de religion ou de langue. De telles querelles ont leurs solutions. La Communauté européenne en est un des meilleurs exemples historiques, en montrant qu'il est possible, pour des pays auparavant opposés par la guerre et les dissensions, d'avoir un jour les mêmes valeurs et les mêmes aspirations. La déclaration faite hier par le Ministre des affaires étrangères du Danemark, en sa qualité de président de la Communauté, constitue un témoignage éloquent des progrès réalisés vers "une union toujours plus étroite".

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

A Sri Lanka, des indices nous permettent d'espérer que la fin des conflits ethniques est possible. L'accord intervenu entre le Président Jayawardene et M. Gandhi est une mesure hardie en ce sens, et l'attaque terroriste déplorable contre la personne du Président de Sri Lanka le mois dernier a rappelé les dangers auxquels s'exposent ceux qui oeuvrent pour parvenir à un accord de ce genre. Tous deux ont fait preuve de beaucoup de courage. Tout le monde doit maintenant continuer d'oeuvrer pour assurer son succès.

De même, à Chypre, nous appuyons les efforts déployés par le Secrétaire général pour amener les deux parties à un règlement. Le Royaume-Uni sait que des décisions pénibles s'imposent. Nous demandons aux deux parties de faire preuve du courage nécessaire pour les prendre.

Au sujet de la Corée, le Royaume-Uni prend note avec beaucoup d'intérêt des tentatives faites récemment pour reprendre le dialogue entre le Nord et le Sud. Nous appuyons toute initiative prise pour réduire la tension dans cette péninsule divisée. Nous espérons que le peuple coréen sera bientôt représenté ici.

Tous ces problèmes politiques exigent d'urgence l'attention des Nations Unies. Il en va de même des problèmes économiques qui affectent directement tant d'Etats Membres.

On a beaucoup parlé, dans les déclarations faites ici, du fardeau économique que représente le cycle de la dette. Dans ce domaine, la Grande-Bretagne a récemment proposé d'aider les pays les plus démunis de l'Afrique subsaharienne qui s'efforcent d'instaurer la base économique stable nécessaire à leur développement. Il s'agirait de transformer les prêts en subsides, de rééchelonner les prêts officiels en allongeant la période de grâce, de réduire les taux d'intérêt pour les emprunts officiels. Dans cette région, nous avons déjà épongé la dette pour un montant de l'ordre de 244 millions de livres.

Pourtant, malgré tous nos efforts, la surabondance et la famine continuent à défigurer le monde. Dans les pays industriels, nous versons des subsides à nos agriculteurs pour qu'ils produisent des aliments dont personne ne veut et qui sont vendus en-dessous du prix de production. Dans les pays en développement, les subsides, à supposer qu'il y en ait, vont aux consommateurs, et le contrôle des prix n'incite guère l'agriculteur à augmenter sa production. Au contraire, il quitte ses terres pour chercher un emploi à la ville et son gouvernement doit acheter à l'étranger la nourriture qu'il aurait pu produire. Cela coûte très cher au monde et le gaspillage est énorme.

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

La tâche colossale et urgente de la réforme agricole consiste à rétablir sur le marché les stimulants à la production et à éliminer peu à peu les mesures protectionnistes dans le monde entier.

L'alimentation doit figurer à l'ordre du jour chaque fois que les nations se réunissent pour discuter. Elle sera une préoccupation majeure lors de l'important Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth qui doit se tenir à Vancouver et auquel la Grande-Bretagne se réjouit de participer.

En Europe, depuis 40 ans, nous avons démontré que les divisions de l'histoire peuvent être réparées par des moyens totalement pacifiques, grâce à la coopération pacifique et à l'intégration économique. La force militaire, comme nous l'avons appris à nos dépens en Europe, apporte rarement une solution durable. Elle ne peut être que le dernier recours, quand tout le reste a échoué.

Tout cela vaut également pour l'Amérique centrale. Là aussi, la sécurité à long terme ne peut être garantie que par un règlement pacifique basé sur le consentement démocratiquement exprimé de tous les peuples. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'Accord ratifié par cinq présidents centraméricains au Guatemala en août dernier. Nous leur présentons nos meilleurs vœux de succès.

Cela est valable aussi pour l'Atlantique sud. Nous nous efforcerons de rétablir des relations normales avec l'Argentine, tout en défendant le droit des insulaires des îles Falkland (Malvinas) à l'autodétermination.

Cette vérité universelle s'applique également à l'Asie et avant tout à l'Afghanistan. Pendant les huit années d'occupation soviétique, des dizaines de milliers de gens ont perdu la vie et 5 millions de réfugiés ont dû quitter leur pays. Ce n'est pas à l'honneur de la politique soviétique et c'est un lourd fardeau pour le Pakistan qui l'assume généreusement.

Pourtant, l'Union soviétique d'aujourd'hui n'est plus l'Union soviétique qui a envahi l'Afghanistan. Depuis qu'il a accédé au pouvoir, M. Gorbatchev a fait des efforts remarquables de réforme, de restructuration et d'ouverture sur l'extérieur que nous avons publiquement applaudis. Nous lui souhaitons plein succès. A notre avis, et le monde et les citoyens soviétiques ont tout à gagner à une Union soviétique plus prospère et plus efficace.

Nous pensons que M. Gorbatchev sait qu'il a besoin d'un environnement international plus stable pour mener à bien son programme de réforme. Je discerne un véritable souci de trouver une solution à la guerre en Afghanistan et de ramener les soldats soviétiques des gorges rocheuses où tant d'entre eux sont tombés.

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

Bien entendu, ce n'est pas une tâche facile, mais les dirigeants soviétiques doivent faire preuve de l'imagination nécessaire s'ils veulent que leurs politiques de glasnost et de perestroïka aient les effets escomptés, sur la politique tant étrangère qu'intérieure de leur pays.

L'Union soviétique peut, bien entendu, chercher à éviter l'instabilité ou les menaces à sa sécurité sur ses frontières. Mais elle doit admettre que l'Afghanistan ne peut être stable que s'il a un gouvernement véritablement investi de la confiance du peuple afghan. L'Union soviétique doit prendre le taureau par les cornes et retirer ses troupes en permettant au peuple afghan de décider de son propre avenir.

Ainsi, une fois de plus, nous nous retrouvons dans un climat assombri par de nombreux conflits. Mais il y a des embellies. L'accord sur le contrôle des armements annoncé la semaine dernière par les Ministres des affaires étrangères des Etats-Unis et de l'Union soviétique a fait naître une lueur d'espoir pour tous ceux qui voient dans une coopération plus poussée et une confiance accrue entre les superpuissances la clef d'un monde moins troublé, car il faut espérer qu'un traité INF, une fois conclu, aura des répercussions qui dépasseront l'accord lui-même. Il a toujours été clair que le contrôle des armements en lui-même n'équilibrera pas les relations entre l'Est et l'Ouest. En effet, nous avons vu ces dernières années combien il est difficile de progresser en matière de négociations sur les armements quand les relations entre l'Est et l'Ouest tournent au vinaigre.

D'ailleurs, l'avantage est double : un accord INF qui, pour la première fois, s'attaque aux arsenaux nucléaires des deux parties, qui, pour la toute première fois, prévoit des mécanismes de vérification, devrait renforcer grandement la confiance mutuelle sans laquelle il n'est pas question de progrès substantiel dans les relations Est-Ouest.

Ce n'est pas encore, tout soudain, la terre promise. Il n'en reste pas moins qu'un accord de désarmement injectera une dose d'adrénaline au processus trop souvent léthargique et malaisé du contrôle des armements. Les priorités à venir sont une diminution de 50 % des arsenaux stratégiques des superpuissances, une interdiction globale des armes chimiques, l'élimination du déséquilibre en matière d'armes classiques de l'Atlantique à l'Oural. Ce sont là des tâches difficiles et complexes qui éprouveront à l'extrême la compétence, la patience et la détermination des négociateurs de part et d'autre.

Sir Geoffrey Howe (Royaume-Uni)

Mais un accord INF commencera à éroder la calotte de glace épaisse de la méfiance qui s'est constituée au cours des ans. Naturellement, le dégel risque de charrier des blocs de glace et de causer des remous dangereux à travers lesquels nous allons devoir naviguer prudemment.

La solution réside dans une confiance accrue. Si nous voyons l'Union soviétique faire un effort sincère de coopération pour régler les tensions régionales dans le monde, si nous la voyons donner le pas à la solution de telles tensions sur ses intérêts nationaux, si nous voyons se créer en Union soviétique une société plus juste, plus libre et plus humaine une confiance accrue s'établira entre l'Est et l'Ouest.

Je ne suis pas pessimiste. La coopération des cinq pour la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité est peut-être un bon signe, et, l'année dernière, nous avons constaté des progrès réels en Union soviétique en matière de droits de l'homme; mais il reste tout de même beaucoup à faire.

Pour notre part, nous avons travaillé d'arrache-pied pour étoffer le dialogue entre l'Est et l'Ouest. Ainsi, en mars, j'ai accompagné le Premier Ministre britannique à Moscou, et cette visite fut l'occasion d'échanges exceptionnellement valables et profonds. Ils vont continuer.

Au début de ma déclaration, j'ai mentionné une lueur d'espoir. En effet, l'accord INF et le prochain sommet entre le Président Reagan et M. Gorbatchev sont autant de raisons d'espérer. Je pense que chacun d'entre nous, ici, prie pour que cette faible lueur s'avive et repousse toujours plus loin les ombres de la peur et de la méfiance, jusqu'à leur élimination complète de notre monde.

En ouvrant la première session de l'Assemblée générale à Londres, Clement Attlee, alors Premier Ministre britannique, a décrit la simple vérité sur laquelle repose la fondation des Nations Unies : "Toutes les nations ont compris que sans coopération pour la paix il ne peut y avoir de sécurité pour aucune d'entre elles." C'est toujours la vérité la plus fondamentale. Et c'est pourquoi nous sommes ici.

La séance est levée à 12 h 50.